Intégrer les animateurs dans le programme « Jeunesse pour l'Europe » – Expériences et Perspectives

Un séminaire thématique sur l'Action B.I du programme « Jeunesse pour l'Europe »

Rapport du séminaire qui a eu lieu en Autriche du 15 au 19 mai 1996 et de la réunion du groupe de travail de suivi qui a eu lieu à Bruxelles, le 5 décembre 1996

Compilé par Helmut Fennes
Interkulturelles Zentrum, Autriche

Ce séminaire a été financé par l'Union Européenne dans le cadre du programme « Jeunesse pour l'Europe »

Table des matières

Introduction et résumé 2

Recommandations

Les recommandations du séminaire en Autriche 6

Les recommandations de la réunion du groupe de travail en décembre 9

Le Programme du séminaire 11

Les expériences des Agences nationales 15

NATC Irlande/Visite d'étude des animateurs auprès des Tsiganes grecs 13

Programme de formation régional, Royaume-Uni 18

Cours de formation national, Belgique 20

Stage d'échange, Pays-Bas 23

Visite d'étude de courte durée en Islande 25

Formation de conseillers régionaux pour des projets d'initiatives de jeunes 26

Former les animateurs pour une coopération internationale 28

Présentation de projets 31

Gestion de ressources humaines dans des OING d'échanges de jeunes à but non lucratif 31

Le projet MAPP (Multinational Antiracist Performance Project) 34

Projet pilote sur la politique de la jeunesse et lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté 39

Formation européenne pour le travail de jeunesse en milieu multiculturel 42

Groupes de travail sur la formation des animateurs en vue d'une coopération internationale 45

Groupes de travail sur les approches futures relatives à la mise en oeuvre de l'Action B.I 49

Rapport de la réunion du groupe de travail sur l'Action B.I le 5 décembre 1996 ... 56

Evaluation du/réaction au séminaire en Autriche 59

Introduction et résumé

Depuis le début de l'année 1995, le programme Jeunesse pour l'Europe prévoit une nouvelle approche concernant l'implication des animateurs socio-éducatifs dans le programme à travers l'Action B.I. D'une part cette Action inclut des activités qui faisaient déjà partie de la deuxième phase du programme, de l'autre elle inclut également un certain nombre d'activités nouvelles pour les animateurs, qui peuvent désormais toutes être financées directement à travers les Agences nationales.

Ce séminaire devrait permettre une première évaluation des expériences acquises avec cette Action durant la première année et le développement d'approches nouvelles pour l'année l997 et au-delà.

Les visées et objectifs

Le but du séminaire était d'évaluer les activités financées sous l'Action B.I ainsi que sous les Actions connexes du programme précédent et de développer des approches nouvelles relatives à la mise en oeuvre de l'Action B.I dans le futur.

Les objectifs spécifiques étaient:
- d'avoir un aperçu des activités financées sous l'Action B.I et des Actions connexes précédentes (Action I.2 et I.4 de la deuxième phase du programme Jeunesse pour l'Europe ainsi que les Actions prioritaires respectives dans le domaine de la Jeunesse) et d'évaluer à un niveau global l'impact et les résultats des activités financées;
- de partager et discuter les perceptions et expériences des Agences nationales relatives à l'Action B.I;
- de présenter et discuter les projets concrets financés sous l'Action B.I;
- de discuter les besoins et attentes des demandeurs et participants potentiels;
- de revoir les approches des Agences nationales concernant la mise en oeuvre de l'Action B.I;
- d'examiner et discuter les possibilités fournies par l'Action B.I – en ce qui concerne le contenu et les approches structurelles;
- de discuter et élucider le rôle des Agences nationales quant à l'organisation d'activités dans le cadre de l'Action B.I;
- de parvenir à un accord concernant la coopération, les activités et stratégies communes des Agences nationales;
- de discuter la possibilité d'une coopération avec d'autres institutions et organisations;
- de développer de nouvelles approches pour mettre en oeuvre l'Action B.I;
- de promouvoir un réseau qui fonctionne.

Les participants

- Le personnel des Agences nationales responsable de ou impliqué directement dans l'Action B.I; chaque Agence nationale (y compris celles dans les pays associés à l'Union Européenne) pouvait envoyer jusqu'à deux participants;
- Des représentants de la Commission Européenne;
- Des représentants d'ONG triés sur le volet, compétents et expérimentés dans l'organisation d'activités financées sous l'Action B.I ou sous les Actions connexes précédentes.

Les préparatifs

Un groupe préparatoire s'est rencontré en février 1996 pour préparer le séminaire. Les membres de ce groupe préparatoire étaient: Brigitte Degen (Commission Européenne), Helmut Fennes (Autriche), Eberhard Lueder (Allemagne), Carl Torvund (Norvège), Katrien Van Belle (Belgique/Flandre), Maria Zwicklhuber (Autriche). Le groupe préparatoire a agi comme groupe d'organisation pendant le séminaire.

Lors de la réunion préparatoire en février 1996, nous avons réalisé qu'il était nécessaire de faire une évaluation préliminaire des projets financés sous l'Action B.I durant l'année de programme 1995 (projets entre avril 1995 et avril 1996), de sorte que les discussions lors du séminaire soient fructueuses et utiles. A cet effet, un questionnaire a été communiqué à toutes les Agences nationales demandant une réponse d'ici la fin du mois d'avril 1996. Mis à part une, toutes les 19 Agences nationales ont renvoyé le questionnaire. L'étude respective a été mise à jour pendant et après le séminaire en mai 1996 et est annexée au rapport présent.

Le séminaire

Le séminaire a eu lieu en Autriche du 15 au 19 mai 1996, en commençant par un dîner le 15 mai et en terminant par un déjeuner le 19 mai 1996. Les nouvelles Agences nationales des pays associés à l'Union Européenne étaient invitées à participer à une réunion d'orientation qui fut ouverte par un déjeuner le mercredi 15 mai 1996.

43 participants étaient présents au total (y compris les experts et le groupe préparatoire/d'organisation) provenant de 22 pays y compris les pays associés, notamment la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la République slovaque et la République tchèque. 23 de 25 Agences nationales étaient représentées. Les langues de travail étaient l'anglais et le français. L'interprétation simultanée était assurée aux sessions plénières. Les groupes de travail devaient choisir respectivement leur langue de travail.

Conclusions

Le séminaire a été couronné de succès et la plupart des objectifs fixés à l'avance ont été atteints:

- Le séminaire a fourni un très bon aperçu d'un grand nombre de projets qui étaient (ou auraient pu être) financés sous l'Action B.I.

- Il est devenu évident que l'Action B.I fournit un grand nombre d'activités et projets visant l'intégration des animateurs socio-éducatifs dans des projets de jeunesse à l'échelle internationale en général et dans le programme Jeunesse pour l'Europe en particulier. Nous avons également réalisé que des actions spécifiques doivent être prises afin de maximiser le potentiel de l'Action B.I.

- La participation de représentants d'ONG et d'Agences nationales a permis l'échange précieux d'expériences et le développement de la coopération entre les utilisateurs et les institutions qui qui assurent le financement.

- Les participants ont élaboré une série de recommandations concrètes visant l'optimalisation de la mise en oeuvre de l'Action B.I et l'amélioration de la qualité des projets financés sous cette Action (voir page 6). La mise en place d'un groupe de travail qui assurerait le suivi des résultats du séminaire a également été proposée.

- Le groupe de travail sur l'Action B.I qui s'était réuni en décembre 1996 pour faire suite au séminaire en mai 1996 a émis des recommandations plus spécifiques concernant les projets internationaux de formation pour les animateurs d'une part et une approche coordonnée pour planifier l'Action B.I au sein du réseau des Agences nationales d'autre part.

Néanmoins, il est clair que plus de travail doit être effectué pour pouvoir suivre la mise en oeuvre des recommandations émises jusqu'à présent - ce qui veut dire que le personnel devra investir plus de temps dans ce domaine.

Remerciements

Nous tenons à remercier toutes celles et tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce séminaire et à la réunion de suivi – un grand merci aux représentants des ONG et des Agences nationales qui ont partagé leurs expériences, aux rapporteurs des groupes de travail pour leur travail durant le séminaire, aux interprètes, au groupe préparatoire/ d'organisation et aux membres du groupe de travail sur l'Action B.I.

Nous sommes très reconnaissants que la Commission Européenne ait financé ce séminaire et la réunion de suivi dans le cadre du programme Jeunesse pour l'Europe.

Avec tous mes remerciements à Mme Brigitte Degen de la Commission Européenne pour ses conseils et son soutien continus et à M. Peter Hofmann du Centre interculturel pour l'organisation du séminaire et pour avoir mené l'enquête.

Helmut Fennes
Interkulturelles Zentrum, Vienne

Recommandations

Les recommandations du séminaire en Autriche

Les représentants des Agences nationales et de la Commission Européenne se sont réunis en Autriche du 15 au 19 mai 1996 dans le cadre du séminaire intitulé « Intégrer les animateurs dans le programme Jeunesse pour l'Europe – Expériences et Perspectives » pour discuter les expériences et approches futures relatives à la mise en oeuvre de l'Action B.I du programme « Jeunesse pour l'Europe. »

Les Agences nationales reconnaissent et soulignent l'importance de cette Action et la nécessité d'utiliser toute la panoplie des activités disponibles.

Afin d'optimaliser la mise en oeuvre de cette Action et d'améliorer la qualité des projets financés sous cette Action, les Agences nationales proposent les actions suivantes: ces actions constituent la structure de base d'une stratégie commune pour la mise en oeuvre de l'Action B.I qui devrait être développée davantage et s'inscrire dans le cadre du séminaire.

La planification

- identifier les thèmes communs pour des activités financées sous l'Action B.I (visites d'étude de courte durée, cours de formation internationaux, etc.)

- se réunir annuellement pour discuter et coordonner les activités organisées, initiées ou promues par les Agences nationales, afin de développer une approche cohérente par rapport à l'Action B.I à l'échelle internationale;

- développer un plan à long terme concernant la mise en oeuvre de l'Action B.I.

L'information et la communication

- partager les plans relatifs à la mise en oeuvre de l'Action B.I parmi les Agences nationales;

- informer les Agences nationales et les ONG intéressées des développements et activités dans le cadre de l'Action B.I à travers un bulletin d'information régulier;

- recueillir et diffuser l'information dans les domaines suivants:
  – résumés de projets menés par les Agences nationales et les ONG;
  – organisations et institutions actives et expérimentées dans la formation;
  – personnes de ressource compétentes liées à l'Action B.I (formateurs/formatrices, experts, etc.);
  – profils d'institutions et d'organisations au niveau européen;

  Ces informations devraient être mises à disposition à travers une base de données.

- demander aux ONG de fournir des informations aux Agences nationales sur leurs activités;

- informer les Agences nationales concernées d'une participation à des activités de formation internationales;

- partager les évaluations des activités organisées sous l'Action B.I;

- établir des consultations inter-agences pour l'Action B.I.

Le développement du matériel

- développer un guide d'utilisateur pour l'Action B.I comprenant les buts et des exemples de bonne pratique d'ici la fin de l'année 1996;

- mettre à jour le matériel de formation existant et développer du nouveau matériel pour améliorer la qualité des activités de formation sous l'Action B.I;

- élaborer du matériel d'information sur l'Action B.I destiné aux utilisateurs;

- demander à la Commission Européenne de simplifier les formulaires de demande pour l'Action B.I;

Les ressources humaines

- avoir une approche à long terme pour développer un réseau de ressources humaines dans le domaine de la formation;

- créer un pool international de formateurs/formatrices;

- organiser des forums pour les formateurs/formatrices, organisateurs des activités de formation et les Agences nationales aux niveaux national et international;

La coopération

- développer la coopération entre les Agences nationales elles-mêmes et entre les Agences nationales et les organisations actives dans le domaine de la formation des animateurs socio-éducatifs;

La formation et la méthodologie

- organiser des activités de formation pour les Agences nationales et les décideurs dans le cadre du programme « Jeunesse pour l'Europe », pour permettre la mise en oeuvre optimale de l'Action B.I; de telles activités de formation peuvent inclure des échanges de personnel entre les Agences nationales et les stages d'échange;

- établir un système d'éducation de pairs (groupe-à-groupe) dans le cadre de l'Action B.I;

- développer des outils permettant l'amélioration de la qualité des activités de formation liées à l'Action B.I;

- promouvoir et initier des cours de préparation linguistiques basés sur l'expérience en la matière;
- développer, promouvoir et initier les activités de formation visant l'intégration de jeunes défavorisés
  – aux niveaux national et international;

- pour les animateurs socio-éducatifs et les jeunes;
- en utilisant l'expérience des ONG à compétence spécifique;

L'évaluation

- évaluer **toutes** les activités financées sous l'Action B.I avec l'aide de la Commission Européenne:
  - questionnaires pour les participants (semblables aux questionnaires employés pour les visites d'étude de courte durée);
  - réunions nationales et internationales pour les participants aux activités B.I;

- établir un rapport entre l'évaluation et la formation nécessaire des demandeurs/utilisateurs des activités futures sous l'Action B.I;

Les Agences nationales proposent de mettre en place un groupe de travail qui assurerait le suivi des résultats du séminaire en Autriche. Les responsabilités de ce groupe comprendraient:

- le développement futur des concepts élaborés lors du séminaire;
- l'examen et l'analyse des actions prises jusqu'à présent dans le domaine auquel cette recommandation se réfère;
- le développement d'un plan et d'une stratégie pour la mise en oeuvre des propositions élaborées lors du séminaire en tenant compte des développements connexes ayant lieu en ce moment dans le domaine de l'information.

Le groupe de travail devrait compter sept personnes nommées au séminaire en Autriche, plus un représentant de la Commission Européenne. Les membres du groupe de travail devraient s'engager pour la période de un an.

Il est prévu que le groupe de travail se réunisse pour la première fois en juin 1996 et fasse un rapport sur le progrès du travail d'ici octobre 1996.

Nous suggérons qu'un deuxième séminaire sur l'Action B.I soit organisé au printemps 1997 et que le groupe de travail présente le résultat de ses travaux à ce séminaire.

Baden, Autriche, le 19 mai 1996

Les recommandations de la réunion de travail à Bruxelles

Lors d'une réunion en décembre 1996, le groupe de travail sur l'Action B.I du programme Jeunesse pour l'Europe, qui a été créé durant le séminaire en Autriche, a suivi les recommandations émises en Autriche et proposé des actions spécifiques visant leur mise en oeuvre. Les recommandations suivantes ont été émises:

Cours de formation international à long terme

Le groupe de travail a discuté une proposition faite par l'Agence nationale autrichienne concernant les cours de formation internationaux à long terme. Cette proposition était basée sur une expérience pratique faite en 1996. La proposition a été discutée par le groupe de travail et les recommandations suivantes ont été émises:

- les Agences nationales devraient organiser annuellement des cours de formation internationaux à long terme pour les animateurs d'après un système de rotation;
- chaque cours devrait impliquer quelques 25 à 30 animateurs provenant de 8 à 10 pays (6/7 pays de l'UE/AEE et 2/3 PECO);
- chaque cours devrait comprendre 2 séminaires de formation ainsi que des projets d'échanges organisés par les participants;
- chaque cours devrait être coordonné par 2 ou 3 Agences nationales d'après un système de rotation;
- les cours devraient être réalisés par des équipes internationales d'animateurs;
- le premier cours devrait avoir lieu en même temps que le premier séminaire en automne 1997 et le deuxième séminaire au printemps 1998;
- le financement devrait être coordonné de sorte que les frais de voyage et de logement des participants soient couverts par des bourses attribuées par les Agences nationales des pays participants. Les frais pour les formateurs/animateurs, le programme et le matériel devraient être couverts par des subventions des Agences nationales des pays hôtes des séminaires.

Les recommandations générales

La planification

- Il devrait y avoir une réunion annuelle des Agences nationales pour qu'elles puissent planifier l'Action B.I
  - un jour et demi en automne chaque année (prochaine réunion en octobre 1997);
  - le groupe de travail sur l'Action B.I devrait préparer ces réunions de planification;
  - l'objectif de ces réunions serait d'informer les Agences nationales des propositions/plans de la Commission Européenne, de partager les expériences et idées entre les Agences nationales, d'identifier les thèmes communs et de faire des propositions quant à la mise en oeuvre de l'Action B.I dans le futur;
  - la réunion annuelle sur l'Action B.I devrait prévoir une composante de formation.

- Les Agences nationales devraient faire une évaluation des besoins de formation des personnes/organisations qui soumettent des demandes dans le cadre du programme Jeunesse pour l'Europe.

- En préparant leurs plans de travail, les Agences nationales devraient décrire leurs stratégies pour mettre en oeuvre l'Action B.I. Les Agences nationales devraient adopter une approche pro-active qui devrait être en accord avec les priorités pour l'Action A.

- Les visites d'étude de courte durée devraient être planifiées selon les besoins en tenant compte des thèmes et régions (par exemple pour stimuler les échanges dans les régions avec peu d'activités d'échanges).

- Les visites d'étude de courte durée devraient être organisées de telle manière qu'il y ait un équilibre entre le nombre de participants envoyés et accueillis ainsi qu'en tenant compte des pays participants.

L'information et la communication

- Un système devrait être développé qui permet de partager les expériences des Agences nationales en matière de formation des animateurs et spécialement en ce qui concerne l'Action B.I.

Le développement du matériel

- Le matériel de formation existant devrait être rassemblé, si possible par un consultant/expert externe.

- Il a été suggéré de diffuser des formulaires de demande plus simples pour des petits projets comme des visites de faisabilité ou des stages d'échange.

La formation et la méthodologie

- La formation dans le domaine de l'apprentissage interculturel est nécessaire pour le personnel des Agences nationales.

Les formateurs/animateurs

- Il faudrait dresser une liste internationale de formateurs/animateurs qui pourraient et seraient prêts à réaliser les activités de formation pour les animateurs dans le cadre du programme (« pool de formateurs ») Jeunesse pour l'Europe.

- Les formateurs/animateurs de telles activités de formation dans le cadre du programme Jeunesse pour l'Europe devraient se réunir à intervalles réguliers en vue d'évaluations communes (« forum de formateurs »);

L'évaluation

- Les rapports finaux des Agences nationales devraient se reporter explicitement au contenu des projets, formation des participants, etc. Ces rapports devront également comprendre des exemples de bonne pratique.

Bruxelles, le 5 décembre 1996

Le programme du séminaire

Mercredi 15 mai 1996

14h00 **Réunion d'orientation pour les nouvelles Agences nationales**

Cette réunion était organisée pour des membres du personnel des Agences nationales des pays associés à l'Union Européenne – Bulgarie, République tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie et République slovaque.

19h00 Ouverture officieuse et introduction

20h00 Dîner

Jeudi 16 mai 1996

9h00 **Ouverture officielle et introduction au séminaire**

- Dr. Sigrid Pilz, ministère fédéral de l'Environnement, de la Jeunesse et de la Famille (Autriche)
- Mme Brigitte Degen, Commission Européenne
- M. Helmut Fennes, Centre interculturel

Présentation du programme pour le séminaire

9h45 **Evaluation de l'Action B.I du programme Jeunesse pour l'Europe III**

- Présentation des activités financées en 1995 et des plans de travail des Agences nationales pour 1996
- Observations et réactions

10h30 Pause

11h00 **Expériences des Agences nationales**

- Présentation des projets
  - Jenny Eades/Leargas, Irlande: visite d'étude d'Irlande en Grèce;
  - Sue Kingsley-Smith/Youth Exchange Centre, Royaume-Uni: programme de formation régional pour des animateurs;
  - Katrien van Belle/JINT, Belgique: cours de formation national;
  - Tanja van Houwelingen/EXIS, Pays-Bas: « stage d'échange »;
  - Björn Vilhjalmsson/Hitt Husid, Islande: Visite d'étude de courte durée;
  - Maria Zwicklhuber/Autriche: formation de conseillers régionaux pour les projets d'initiatives de jeunes.

12h30 Déjeuner

14h30 • Groupes de travail

- Etablir un lien entre les expériences individuelles pratiques et les présentations;
- Discuter les lignes d'actions, priorités, approches des Agences nationales et leurs raisons respectives;
- Discuter d'autres idées pour mettre en oeuvre l'Action B.I du programme Jeunesse pour l'Europe.

16h30 Pause

17h00 • Rapport des groupes de travail en session plénière

18h15 Départ pour l'excursion chez un viticulteur

19h00 Dîner à un « Heurigen »

Vendredi 17 mai 1996

9h00 **Former des animateurs pour une coopération internationale**
- Présentation d'expert par Marc Taylor, formateur indépendant
- questions, observations et réactions en session plénière

10h30 Pause

11h00 • Présentation des projets – expériences des Organisations non-gouvernementales
  - Sergio Andreis, ICYE en Europe: « Gestion des ressources humaines dans des OING d'échanges de jeunes à but non lucratif » – séminaire en 1994 pour appuyer des activités de services volontaires;
  - Jim Goerres: Multinational Antiracist Performance Project – projet multilatéral ambulant avec composante de formation;
  - Linda Musch, Youth Forum: « Projet pilote sur la politique de la jeunesse et la lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté »;
  - Hendrik Otten, IKAB: Projet pilote à long terme contre l'exclusion.

12h30 Déjeuner

14h00 • Groupes de travail
  - discuter des projets et se rapporter aux présentations du matin;
  - discuter les conséquences pour les Agences nationales;
  - comparer les besoins des clients aux intentions stipulées par les Agences nationales et au sein de l'Action B.I;
  - discuter une coopération possible entre les ONG et les Agences nationales.

16h00 Départ pour l'excursion dans la « Wienerwald » (fôret viennoise) jusqu'à Vienne. Evénements culturels dans l'après-midi et dans la soirée (plusieurs options) à Vienne.

23h30 Retour à l'hôtel

Samedi 18 mai 1996

9h00 **Former des animateurs pour une coopération internationale**, suivi
- Présentations des groupes de travail (de vendredi après-midi) en session plénière

9h30 **Approches futures pour mettre en oeuvre l'Action B.I**
- Groupes de travail (les mêmes que jeudi)
  - Relations entre l'Action B.I et différentes activités sous l'Action A
  - Déterminer les priorités concernant les thèmes, les activités, les partenaires, etc.
  - Activités communes et coopérations

– Normes de qualité (contenu, méthodes, information, etc.)
– Possible approche/philosophie commune pour l'Action B.I

11h00 Pause

11h30 • Présentations des groupes de travail en session plénière

12h00 Déjeuner
Pendant la pause un comité de rédaction formulera des conclusions et propositions communes résultant des discussions du matin.

15h00 **Conclusions et propositions**
- Présentation par le comité de rédaction
- Observations de la Commission Européenne
- Observations des participants
- Nomination d'un groupe de suivi

16h00 **Evaluation du séminaire**
- Petits groupes
- Session plénière

16h00 **Réunion du groupe de suivi** (pendant la session d'évaluation)

17h30 **Clôture du séminaire**
- Présentation par le groupe de suivi
- Présentation de la feuille murale avec observations recueillies

18h30 Départ pour la fête de clôture

Dimanche 19 mai 1996

9h30 **Réunion opérationnelle** des Agences nationales et de la Commission Européenne
- Recommandations pour la réunion des Agences nationales le 31 mai 1996
- Projets communs (Visites d'étude de courte durée, séminaires, cours de formation, etc.) – coopération et communication
- Divers

12h00 Déjeuner

13h30 Départ pour Vienne

Présentation des expériences des Agences nationales

NATC Irlande/Visite d'étude des animateurs auprès des Tsiganes grecs

Présentation de Jenny Eades, Leargas, Irlande

National Association of Travellers Training Centres (NATC)

La NATC est un groupe élu volontaire de directeurs de Centres de formation pour les voyageurs (NdT: jeunes nomades voyageant dans le pays et vivant dans des roulottes) qui travaille avec le gouvernement et des services d'éducation/de formation pour la mise en oeuvre de politiques/financement des centres de formation en Irlande.
La NATC se charge également du financement par le ministère de l'Education (Department of Education) pour les projets communautaires de quartier en Irlande. Une partie du financement a été utilisée pour employer 10 animateurs durant ces trois dernières années qui ont élaboré des projets avec des jeunes voyageurs. Les animateurs ont entre 19 et 28 ans, dont cinq d'entre eux sont eux-mêmes des voyageurs et cinq sont de la communauté « sédentaire ».

Historique du projet

Lors d'une réunion nationale des animateurs socio-éducatifs en Irlande, nous avions réalisé qu'un grand nombre de difficultés communes surgissaient et étions d'avis que celles-ci étaient principalement dues à la répartition géographique des animateurs. Du point de vue de l'administrateur de la NATC, une exposition à d'autres groupes homogènes de l'UE aurait une influence très bénéfique sur les animateurs. Une telle exposition permettrait également une mise en réseau au niveau national. Une autre réunion d'animateurs s'est tenue pour s'assurer de l'intérêt pour un tel projet - huit de dix animateurs étaient partants.

A travers Léargas, le Bureau d'échanges, l'administrateur de la NATC fut mis en contact avec un animateur en Grèce qui agit en tant que coordinateur bénévole d'animateurs travaillant directement avec les groupes tsiganes.

Il a été convenu du type de projet à entreprendre, des objectifs du projet, des dates provisoires, du profil des participants, des lignes générales pour un programme et des dispositions financières.

Calendrier

1 au 4 février
Deux animateurs irlandais partent en Grèce pour une visite de planification avancée
19 au 25 mars
Animateurs irlandais en Grèce
10 au 17 juin
Animateurs grecs en Irlande

Les objectifs du projet

- Etablir des liens entre les groupes tsiganes en Grèce et les groupes/projets de voyageurs en Irlande.

- Aider les voyageurs et Tsiganes à prendre conscience de l'existence d'autres groupes nomades en Europe d'une part, des problèmes semblables et des expériences qu'ils partagent d'autre part, afin qu'il y ait plus de solidarité et une position plus forte pour obtenir des droits pour les groupes nomades à travers l'Europe.

- Sensibiliser les animateurs sociaux de communauté au niveau du quartier aux problèmes auxquels les jeunes en Grèce sont confrontés, élaborer des initiatives pour s'attaquer aux problèmes et tenter d'appliquer ces initiatives pour résoudre les problèmes semblables auxquels sont confrontés les jeunes voyageurs en Irlande.

- Développer des liens plus étroits entre le groupe d'animateurs sociaux de communauté travaillant individuellement à différents projets.

- Etre compréhensif à l'égard des animateurs sociaux de communauté et leur offrir l'expérience acquise pour les aider à établir des échanges transnationaux pour le travail futur.

Programme préliminaire des activités

1ère journée
Arrivée des participants irlandais
Soirée d'accueil

2ème journée
Réunion avec le maire de Menemeni
Présentation de la région de Menemeni
Histoire de la Grèce, facteurs socio-économiques de la Grèce moderne
Tour guidé de Thessalonique

3ème journée
Aperçu de la situation des Tsiganes en Grèce
Visite des zones tsiganes de Thessalonique
Débat avec les représentants des minorités tsiganes sur les problèmes auxquels ils sont confrontés
Atelier sur les politiques de logement et de santé pour les voyageurs/Tsiganes
Visite à un Festival sur le racisme

4ème journée
Excursion à Athènes
Rencontre avec les Tsiganes de Agia Barbara
Réunion avec les maire et maire adjoint (qui est un Tsigane)
Propositions de l'atelier pour l'amélioration des conditions de vie
Participation à une foire tsigane

5ème journée

Discussion de présentation - Cadre des services sociaux
Tour de la région tsigane - logement, conditions sanitaires, équipements locaux
Discussion avec les résidents locaux de la région tsigane
Evaluation du projet

6ème journée
Excursion à Athènes
Echanges - la procédure de demande
Plans préparatoires pour la deuxième étape du projet qui aura lieu en Irlande

7ème journée
Départ des participants irlandais

Les dispositions financières

Les Agences nationales irlandaise et grecque du programme Jeunesse pour l'Europe ont convenu que ce projet serait financé dans le cadre de l'Action B.

L'Agence nationale irlandaise a financé la visite de planification avancée qui a eu lieu en Grèce - 75% de deux tickets Apex aller-retour, logement et repas (environ 1.200 Ecus).

L'Agence nationale irlandaise a également financé 75% des coûts encourus lors de la première étape du projet. Cette subvention comprenait: les frais de voyage, le logement, les repas et les déplacements en Grèce (environ 8.750 Ecus). Le groupe grec a couvert tous les coûts encourus par son propre groupe pendant cette période.

L'Agence nationale grecque financera 75% des coûts encourus lors de l'étape du projet en Irlande, notamment les frais de voyage, logement, repas et déplacements dans le pays. Le groupe irlandais couvrira tous les coûts encourus par son propre groupe pendant cette période.

Comité régional du sud
Programme de formation 1995-96

Présentation de Sue Kingsley-Smith, Youth Exchange Centre, Royaume-Uni

Les visées

Les visées du programme de formation régional sont:

- de sensibiliser à la valeur des échanges de jeunes.
- d'améliorer la qualité des échanges actuels.
- de promouvoir les dimensions européenne et internationale.
- de promouvoir davantage d'échanges et rencontres avec des régions dans d'autres pays.

Les objectifs

- Encourager, soutenir et enthousiasmer les animateurs pour qu'ils assurent des échanges de jeunes de qualité, maximisant ainsi le bénéfice au niveau éducatif pour les jeunes.
- Doter les animateurs de la connaissance et l'appréciation de la dimension européenne et des compétences pour la véhiculer.
- Munir les animateurs des compétences nécessaires pour qu'ils accompagnent avec succès les jeunes qui s'engagent dans des échanges européens.
- Initier les animateurs aux techniques de leadership qui peuvent être appliquées avec succès à des échanges et rencontres multilatéraux et centrés sur des projets.
- Doter les animateurs participants d'une expérience d'apprentissage interculturelle.

En formulant le programme, les principaux idéaux du travail d'échange (l'expérience et la participation des jeunes) seront toujours présents.

Le groupe cible

- Des animateurs à plein temps et temps partiel des secteurs professionnels et volontaires qui ne sont pas initiés aux échanges de jeunes.
- Des animateurs à plein temps et temps partiel qui ont une certaine expérience concernant l'organisation d'échanges de jeunes mais qui aimeraient développer leurs compétences.

- Des administrateurs/officiels de la Jeunesse et des animateurs avec une grande ancienneté qui ont de l'influence quant à la promotion et la réalisation d'échanges qui doivent avoir lieu.

Le financement

- La subvention pour le programme attribuée par Jeunesse pour l'Europe dans le cadre de l'Action B.1 s'élevait à 18,150 Ecus, ce qui représentait 46 % des coûts projetés.

- Il y avait environ 250 participants au programme en 1995, le coût unitaire pour l'Action B.1 comportait donc environ 73 Ecus par stagiaire.

Pour plus de renseignements sur le programme, veuillez contacter:

Mme Tina Saunders
County Youth & Community Officer
County Hall
CHICHESTER
West Sussex
PO19 1RF

Comité régional du sud, YEC UK, Plan de formation 1995-96

Type de formation	Groupe cible	Nombre de participants	Année 1995	Lieu	Durée
Journées d'introduction à la formation max. 3 par an	Animateurs à plein temps/temps partiel non initiés aux échanges de jeunes	20 personnes x 3 cours	programme par rotation	Autorités locales individuelles	1 jour
Echanges de jeunes commencent	Animateurs à plein temps/temps partiel non initiés aux échanges de jeunes	15 personnes x 3 cours	programme par rotation	Régional	Week-end Résidence
Sensibilisation interculturelle	Animateurs à plein temps/temps partiel	15 personnes x 3 cours	Juin	Régional	Week-end Résidence
Echanges de jeunes 2ème Etape /évaluation des jeunes	Week-end associé Animateurs qui ont organisés des échanges de jeunes Jeunes	20 personnes + 20 personnes	Mars	Régional	Week-end Résidence
Former les formateurs	Animateurs impliqués dans des échanges de jeunes	10	programme par rotation	Régional	1 week-end
Echanges opérants et efficaces	Animateurs avec de l'expérience ou planifiant un échange	20 personnes x 2 cours	2 années de programme par rotation	Divers	1 jour
Emploi des Actions de la CE	Animateurs et administrateurs, Comité régional	50 personnes	Février	Hampshire	1 jour

Cours de formation sur le travail de jeunesse international

Présentation de Katrien van Belle, JINT v.z.w., Belgique

La JINT utilise les fonds de l'Action B.I pour surveiller dans le cadre de sa politique générale la qualité des projets de jeunesse afférents au programme Jeunesse pour l'Europe.

Dans le passé, chaque responsable de projet organisait des activités de formation dans son domaine d'activité, par ex. lorsqu'il ressentait le besoin d'organiser des cours de formation pratique à l'attention des organisateurs de projets concernant l'organisation d'échanges de jeunes, un jeu de simulation était élaboré et la formation était organisée pour des animateurs intéressés. Le VPIJ, conseil national de la jeunesse en Flandre, a organisé plusieurs cours de formation, par ex. sur l'éducation mondiale, etc.

Depuis l'année dernière, la JINT tente de coordonner davantage ces actions et d'intégrer également les actions séparées dans une seule politique.

Nous avons dressé une liste de constatations basées sur l'expérience acquise des dernières années dans les différents domaines de travail:

Les constatations

- Les animateurs membres de la commission de sélection doivent décider des projets relatifs au programme Jeunesse pour l'Europe. Certains d'entre eux n'ont jamais eu d'expérience internationale dans le passé ou encore moins organisé eux-mêmes un échange de jeunes.

- Il y a un besoin de formateurs qui puissent représenter l'organisation, le pays, les points de vue d'un groupe de jeunes dans des réunions internationales ou lors de visites d'étude: expérience de représentation.

- Il y a un besoin de formation de base concernant l'organisation d'échanges de jeunes dans le cadre du programme Jeunesse pour l'Europe, notamment pour ce qui est des aspects pratiques mais aussi de l'élaboration d'un programme de qualité en mettant l'accent sur les aspects d'apprentissage interculturels.

- Les organisateurs de projets ont besoin de bonnes méthodes qu'ils peuvent appliquer dans les programmes internationaux: « Quelle méthode puis-je utiliser pour que mes jeunes bénéficient au maximum de l'échange, particulièrement en ce qui concerne l'apprentissage interculturel ? »

- Des partenaires sont nécessaires.

- Il y a un besoin de parler à des animateurs d'autres pays qui ont plus ou moins les mêmes tâches ou de coopérer avec un groupe cible semblable. Il faut être en mesure d'échanger les expériences professionnelles.

La JINT a décidé de proposer un cours de formation mondial pour les animateurs intéressés. Les animateurs intéressés peuvent faire un choix des points auxquels ils aimeraient participer ou choisir l'offre entière et participer au **cours de formation annuel: Travail de jeunesse international.**

L'objectif principal est d'améliorer l'expertise et la qualité du travail de jeunesse international au sens large du terme. Un animateur international devrait être initié à la théorie du travail de jeunesse international, avoir fait des exercices pratiques et avoir eu des échanges d'idées et de compétences.

Outre la connaissance générale du domaine du travail de jeunesse international, cette initiative offre la possibilité d'un choix. L'animateur peut opter soit pour une expertise confirmée dans les échanges de jeunes internationaux, soit se concentrer davantage sur la politique de la jeunesse internationale.

Les méthodes

Les méthodes employées sont les suivantes:

- commencer en se basant sur les expériences des participants
- orientation par groupe: le dynamisme de groupe est important
- orientation sur la formation
- orientation sur les fonctions
- participation des experts de la théorie et experts de la pratique
- acquérir de l'expérience et valoriser ces expériences en tant que participant et en tant que responsable
- réfléchir à la relation entre les contributions théoriques et la réalité et évaluer cette question
- apprentissage sur le tas

Le programme

Les parties du programme ci-dessous sont obligatoires pour tous les participants:

- **Formation sur l'apprentissage interculturel:**
  Week-end durant lequel les points suivants sont discutés: Qu'est-ce l'identité culturelle? Comment vous y prenez-vous avec les différences culturelles? Quand faisons-nous face à l'apprentissage interculturel? Comment pouvez-vous organiser l'apprentissage interculturel avec enthousiasme pour les jeunes? Quelles méthodes existent? Pour quels groupes cibles?
  Pendant ce week-end les méthodes sont testées, des débats sont tenus sur la culture et la manière dont les processus de formation peuvent être guidés dans des cadres interculturels.

- **Participation à un échange international, visite d'étude de courte durée, cours de formation ou réunion internationale:**
  La JINT est d'avis qu'il est pratiquement impossible de travailler avec des jeunes dans un cadre intéressant si l'on n'a pas eu soi-même l'expérience d'une activité

internationale. Nous essayons de les faire participer à une visite d'étude de courte durée, à un cours de formation international, à une réunion internationale, etc.

- **Organiser et/ou être le meneur** d'une activité internationale, une sorte de « stage » pour tester les connaissances acquises durant le cours.

- **Cinq journées avec un rapport** à soumettre concernant les réflexions sur les expériences pratiques (très important). Ces journées sont organisées chaque fois par l'organisation d'un des participants au cours de formation. Ceci a également pour objectif de renforcer le réseau en Flandre et de se familiariser avec le travail de jeunesse en Flandre.

- **Un week-end final de clôture.**

Outre ce qui a été mentionné plus haut, chaque participant peut participer à un des modules suivants (un module doit être choisi au minimum):

- **jeu de simulation:**
  Bi-, tri- ou multi- week-end: comment organiser un échange de jeunes. Cette année l'échange a été organisé dans un cadre international, notamment dans les pays du Benelux et en France. L'apprentissage sur le tas est l'aspect le plus important qui constitue ce module. Durant tout le week-end, les participants doivent chercher un groupe partenaire, élaborer un programme ensemble, dresser un budget, etc... En d'autres termes, ils doivent soumettre un formulaire de demande dûment complété. Les Agences nationales évaluent par après le projet.

- **Week-end sur les politiques de la jeunesse internationales:**
  L'objectif de ce week-end est d'introduire et de former les participants en matière de politique de la jeunesse internationale. Que gagnent les jeunes avec une politique de la jeunesse internationale? Quelles structures internationales existent pour les jeunes? Comment fonctionnent-elles? Que peut contribuer le travail de jeunesse flamand? Que signifient la participation et l'implication au niveau international? Comment s'allie la politique de la jeunesse internationale à la politique de la jeunesse flamande?

Chaque week-end a lieu dans un autre centre afin de montrer aux participants les possibilités d'activités internationales en Flandre.

Pas tous les modules proposés sont financés par l'Action B.I. Sont financés uniquement ceux qui ont pour objectif direct l'amélioration de la qualité de l'Action A.

La politique de la JINT prescrit l'organisation de cours de formation et la coopération étroite avec des tiers afin de pouvoir être garant des objectifs du programme Jeunesse pour l'Europe.

Stage d'échange – une manière d'apprendre de votre collègue à l'étranger

Présentation de Tanja van Houwelingen, Exis, Pays-Bas

Définition

Jobshadowing (stage d'échange) est un projet d'échange commun destiné à des animateurs - professionnels et bénévoles - travaillant dans des domaines semblables de travail de jeunesse. Pendant une certaine période, les animateurs vont « suivre » un partenaire à l'étranger pour vivre de près le travail quotidien et l'entourage du collègue et pouvoir ainsi méditer sur leur propre situation.

Les visées

Développer et renforcer la pratique du travail de jeunesse.

Les objectifs

pour les participants
- offrir un aperçu dans le domaine du travail de jeunesse dans un autre pays;
- comprendre les contextes culturel et historique de cette expérience;
- être mieux équipé pour exécuter des activités internationales futures avec des jeunes;

pour les conseillers et services de travail de jeunesse
- améliorer les compétences de l'animateur;
- méditer sur le travail de jeunesse;

pour les Agences nationales du programme Jeunesse pour l'Europe
- améliorer les qualité et quantité des activités de jeunesse internationales

Les étapes du stage d'échange

1. L'idée
- Identifier le besoin d'un projet d'échange

2. Déterminer le cadre et les objectifs
- Contacts au niveau international
- Contacts dans le propre pays
- Objectifs communs
- Définir les intérêts communs

3. Sélection & ciblage
- Introduction du concept
- Définir le groupe cible
- Profils des participants communs
- Recrutement & Sélection

4. Préparation nationale
- Attentes et intérêt
- Paramètres d'évaluation
- Préparation du stage d'échange
- Dispositions pratiques accueil ou voyage

5. Adéquation
- Basée sur le profil de participant standard
- Basée sur l'intérêt pour le travail
- Connaissance de la langue utilisée
- Echange d'information

6. Stage d'échange 1ère partie
- Arrivée + réunion de groupe commune
- Les participants font la connaissance l'un de l'autre
- Introductions & attentes
- Introduction du service/travail de jeunesse
- Les partenaires choisis discuteront le programme du stage d'échange
- Introduction du questionnaire en cours

- Suivi sur le lieu de travail du partenaire

- Evaluation commune et départ
- Rapport sur les expériences
- Rapport sur les attentes
- Différences/similitudes lors du travail
- Questions communes
- Planification pour la 2ème partie

1er jour	2ème jour	3ème jour	4ème jour	5ème jour	6ème jour	7ème jour
Arrivée	Réunion de groupe	Suivi	Suivi	Suivi	Evaluation de groupe	Départ

7. Réunion nationale
- Evaluation de la 1ère partie
- Attentes 2ème partie
- Préparation de l'accueil ou du voyage
- Information sur Jeunesse pour l'Europe

8. Stage d'échange 2ème partie

9. Evaluation nationale
- Finalisation du projet
- Evaluation finale
- Discussion du rapport
- Plans de suivi

Visite d'étude de courte durée en Islande

Présentation de Björn Vilhjalmsson, Hitt Husid, Islande

L'Islande a accueilli trois visites d'étude de courte durée depuis septembre 1995
- pour présenter le programme Jeunesse pour l'Europe aux animateurs islandais;
- pour présenter l'Islande aux animateurs venus de l'étranger
- pour faciliter les contacts entre les animateurs d'Islande et ceux venus de l'étranger

« Survivre en Islande »

La visite d'étude de courte durée en Islande en septembre 1995 fut organisée par l'organisation de secours volontaire nationale.

Les objectifs
- examiner de près: l'organisation, l'équipement, les installations de formation, les groupes de secours marin et terrestre;
- visite: des sièges à Reykjavik, de groupes de villes rurales et marines;
- essai de différents éléments de formation sur terre et sur mer, véhicules et équipement;
- introduction au travail de jeunesse et formation au sein de l'organisation de secours

Eléments de base
- Décider un thème pour une visite d'étude de courte durée
- Accorder le thème avec les participants
- Incorporer la flexibilité dans la visite d'étude de courte durée pour satisfaire aux besoins de paix (Pax)
- Mettre l'accent sur des échanges concrets
- Définir les visées de la visite d'étude de courte durée au préalable

Réflexions
Comment définit-on une visite d'étude de courte durée couronnée de succès?
- de nombreux échanges pendant une période de 12 mois entre le pays d'accueil et les pays desquels proviennent les participants?
- de nombreux contacts au niveau international qui pourraient être fructueux?
- si les efforts de paix sont satisfaient?
- mettre au premier plan un certain pays?
- un événement qui a introduit quelque chose de nouveau, différent, unique, innovant?
- des éléments de formation spéciaux devraient être incorporés dans la visite d'étude de courte durée?

Formation de conseillers régionaux pour des projets d'initiatives de jeunes

Présentation de Maria Zwicklhuber, Interkulturelles Zentrum, Autriche

Groupe cible/participants

Dix futurs conseillers régionaux pour des projets d'initiatives de jeunes provenant de toutes les provinces d'Autriche. La sélection des conseillers a été entreprise par les chefs des ministères de la Jeunesse des provinces respectives et a été basée sur une liste de critères élaborés de concert par l'Agence nationale/Interkulturelles Zentrum:

- Expérience dans le travail de jeunesse; savoir-faire quant aux conception, planification et réalisation des projets;
- Compétences et talents au niveau professionnel pour conseiller/superviser les projets: développement, phases des projets, financement, travail en équipe et répartition des tâches au sein d'un groupe;
- Compétences et talents au niveau social comme conseiller: communication, talent pour évaluer les situations qui requièrent une certaine distance ou proximité, prendre des mesures concernant des conflits, etc.;

Durée

2 jours (29.02.-01.03.1996)

Les objectifs/contenu principal du programme

- Faire connaissance et connaître les attentes de chaque participant par rapport à ce séminaire
- Renseignements détaillés sur l'Action A.II.1 du programme Jeunesse pour l'Europe (principes de base, durée, assistance, critères de financement, procédures de demande)
- Développer le profil du conseiller (rôle, tâches, compétences, etc.)
- Etudier les demandes et préparer les demandeurs au travail de conseil
- Simuler des situations de conseil
- Rédiger un rapport d'évaluation dans le cadre d'un projet d'initiatives de jeunes (PIJ)
- Coopération au sein de l'équipe de conseillers et l'Agence nationale
- Futur Plan de travail (information et activités de formation pour les personnes intéressées et possibles demandeurs de PIJ)

Les méthodes de travail

Le séminaire était en grande partie basée sur « l'apprentissage sur le tas ». Après des renseignements détaillés sur l'Action A.II.1 du programme Jeunesse pour l'Europe, les conseillers devaient lire et étudier les demandes. Les représentants de plusieurs organisations demandeuses étaient invités à des entretiens et des questions.
Afin de préparer les conseillers, nous avons également eu recours à des exercices de conseil et organisé du travail en groupe sur la motivation personnelle de chacun.

Les attentes des participants

- acquérir un « savoir-faire »
- savoir la tâche et le rôle d'un conseiller
- savoir les attentes de l'Agence nationale à l'égard des conseillers
- avoir une bonne compréhension d'un PIJ sous l'Action A.II.1 et être en mesure de reconnaître un éventuel PIJ
- échange d'expériences
- financement du travail de conseiller
- connaître la procédure d'une demande dans le cadre de l'Action A.II.1 – quand est-ce que le conseiller entre en jeu?
- y aura-t-il des contrats avec les conseillers?
- introduction aux demandes et présentation des demandeurs
- planifier une formation dans le futur pour les conseillers (ceci n'est qu'un point de départ)

L'évaluation

La plupart des participants étaient des représentants des ministères de la Jeunesse des provinces respectives et des centres d'information et de conseil de la jeunesse des provinces respectives. La majorité d'entre eux avait de l'expérience dans le travail de jeunesse.

Au début du séminaire, les participants avaient différents niveaux de connaissance et de compréhension de l'Action A.II.1 du programme Jeunesse pour l'Europe. C'est pour cela qu'il a fallu informer les participants et clarifier certains points pour qu'il y ait une compréhension commune de l'Action A.II.1. Il était également important d'être d'accord sur le rôle et les tâches qui incombent aux conseillers. Les participants ont beaucoup apprécié la méthode de l' « apprentissage sur le tas » – apprendre tout en étant confronté à des demandes réelles et par la simulation de situations de conseil.

A la fin du séminaire, nous avons décidé qu'il y aurait une réunion d'évaluation pour les conseillers en automne 1996.

Former les animateurs pour une coopération internationale

Résumé de la présentation de Mark Taylor

Introduction

Cet exposé est basé sur vingt ans d'expérience dans le travail de jeunesse international: participation, puis organisation d'échanges de jeunes; responsable de la formation au Youth Exchange Centre, Londres; professeur au European Youth Centre (Centre européen de la jeunesse) et désormais formateur et écrivain free-lance.

Conditions: Formation, animateurs, coopération internationale

La formation est un processus continu; il ne s'agit pas seulement de recevoir des briefings ou suffisamment d'informations. Une bonne pratique prend en compte différents types d'apprentissage: cognitif, pragmatique et émotionnel. Et l'apprentissage encourage la réflexion et l'action.

Les animateurs sont ceux qui travaillent avec des jeunes en dehors des structures de l'éducation scolaire. N'oublions pas que les « animateurs » peuvent être eux-mêmes des jeunes.

La coopération internationale a de multiples visages. Elle s'étend d'échanges à des chantiers de travail, en passant par des services volontaires, des campagnes ou encore des liens Internet, etc. Ici, nous allons nous concentrer sur la coopération dans le cadre du programme Jeunesse pour l'Europe.

Jeunesse pour l'Europe en tant que projet d'éducation

Avant 1988 le programme Jeunesse pour l'Europe n'existait pas. Après sa création, le programme a continué à grandir grâce à l'interaction complexe entre différentes institutions et organisations, différents agendas politiques et personnes: quelques Etats membres, la Commission, le Parlement européen, des organisations non-gouvernementales internationales de la jeunesse (ONGIJ) et un grand nombre d'animateurs actifs. Il aurait été possible de créer un schéma d'échanges de jeunes communautaire, dont l'intérêt premier aurait été le nombre de voyages effectués d'un pays à l'autre, mais **Jeunesse pour l'Europe a été créé en tant que projet d'éducation**. Le programme a considérablement été influencé par les conclusions de l'étude Breitenbach, le secteur de la jeunesse du Conseil de l'Europe, les ONGIJ; l'OFAJ/DFJW (Office Franco-allemand de la jeunesse) et les agences au sein des Etats membres qui avaient déjà de l'expérience dans la promotion des échanges. Les critères de qualité de l'éducation font partie intégrante du programme.

Clés de qualité pour les cours de formation dans le cadre de Jeunesse pour l'Europe

Des dispositions importantes ont été prises en 1990 lorsque les Agences nationales de l'époque ont coopéré avec la Commission et le Bureau d'échanges de jeunes de la Communauté Européenne à la conception et réalisation de trois cours multinationaux.

Les organisateurs ont conclu que la formation des animateurs était vitale pour augmenter la qualité des échanges de jeunes. Les résultats ont été publiés par le Bureau d'échanges de jeunes de la Communauté Européenne (qui n'existe plus) dans le « Guide de la formation dans le cadre de Jeunesse pour l'Europe » (1992).

Basés sur ces idées et les nombreux développements depuis, voici quelques uns des **indicateurs** (non-exhaustifs) **de qualité et de bonne pratique:**

- Les cours devraient être préparés et tenus par des équipes multinationales pour assurer une diversité d'opinions et approches

- Les cours devraient être basés sur des principes d'apprentissage interculturel et les participants devraient avoir la possibilité de se développer: compétences, attitude, comportement; distance de rôle, tolérance équivoque, empathie

- Les cours devraient permettre aux participants de se préparer, s'organiser et d'évaluer les échanges en tenant compte de leurs groupes cibles spécifiques

- Les participants devraient vivre et méditer les défis, problèmes et avantages liés à la conception de projets dans des équipes multinationales

- Différentes formes de communication devraient être encouragées et les réponses pratiques aux problèmes dus aux barrières linguistiques soigneusement étudiées

- Les concepts de la Dimension européenne devraient être analysés et les applications pratiques discutées, c'est-à-dire qu'il faudrait donner une réelle signification à l'expression et étudier la place qu'occupent les jeunes en Europe et dans le monde

- Au sein d'un environnement sûr les risques peuvent et devraient être abordés avec méthodologie et différentes approches

Les perspectives

Avec l'avènement de l'Action B.I, les Agences nationales ont un rôle plus important à jouer qu'avant - un certain consensus sera nécessaire pour utiliser les ressources au maximum. Il sera important d'examiner de très près avec la Commission l'effet catalytique possible de l'action sur d'autres parties du programme.

Les idées concrètes:

- Il y a plus d'agences impliquées qu'en 1990; il serait très bénéfique pour le programme Jeunesse pour l'Europe d'impliquer toutes les Agences dans l'organisation de quelques cours pilotes. Ceci épaulerait le processus d'intégration et apporterait de nouvelles approches.

- Le matériel de formation doit être mis à jour, préférablement par une équipe multinationale de formateurs

- Les formateurs venant de toute l'Europe entière devraient être encouragés de se rencontrer, d'échanger des concepts de bonne pratique et de mettre sur pied un réseau

- Les risques calculés peuvent être éliminés par les approches méthodologiques et le choix des partenaires - adapter les approches d'autres domaines aux échanges de jeunes

- Le personnel impliqué dans le programme Jeunesse pour l'Europe devrait être encouragé d'acquérir une expérience d'éducation internationale

Présentation de projets

Gestion de ressources humaines dans des OING d'échanges de jeunes à but non lucratif

Résumé de la présentation de Sergio Andreis, ICYE en Europe

Pourquoi la formation?

- pour rationaliser les ressources existantes
- pour répondre aux besoins accrus de professionnalisme dans le monde des ONG
- pour minimiser les risques d'un gros chiffre d'affaires réalisé par les collègues
- masochisme: non merci!
  - apprendre d'erreurs faites dans le passé
  - besoin de mémoire écrite
  - pour le plaisir du travail

Comment?

- trouver les meilleures possibilités de formation
- propre initiative (avec un peu d'aide de nos amis: les ONG, UNI, le Guide de la formation dans le cadre de Jeunesse pour l'Europe, les modules de formation du FEJ)

Le contenu

Thématique
- médias
- droits de l'homme
- chances égales

Gestion
- communication
- finances
- gestion de temps
- gestion de stress
- SVE

Séminaire intitulé « Gestion de ressources humaines dans des OING d'échanges de jeunes à but non lucratif »

- du 23 au 30 octobre 1994 à Salamanque, Espagne (décidé au début de l'année 1994)
- 35 participants, 23 femmes/12 hommes
- provenant de: A, B, CH, D, DK, E, F, I, ICE, NL, POL, SF
- avec la Fondation « Luis Vives » et des filières espagnoles des OING d'échanges de jeunes

Les buts

- fournir les outils nécessaires à **PAX** pour qu'elle identifie ses besoins en tant qu'ONG et savoir comment les satisfaire
- rendre **PAX** consciente du besoin de formation permanente
- mettre en place un cadre de base pour la E.T.S (structure de formation européenne)

Le programme

1. Journée des moustiques
2. Journée des dauphins
   Attentes et motivations des bénévoles
3. Journée des hérissons
   Conflits entre le personnel et les bénévoles
4. Journée des kangourous
   Conception et description du travail
5. Journée des lions
   Personne n'est parfait mais une équipe peut l'être
6. Journée des chiens
   Méthodes d'apprentissage – le choix de la méthode: YFE III, Socrates, Leonardo
7. Journée des singes
   Plans d'action personnels
   Evaluations

Le suivi

- Formation élargie

- Développement d'outils propres:
  - manuel
  - recueil de chansons
  - livre de cuisine
  - jeux – kimba nord/sud

- Pour une formation permanente –> besoin de mise à jour continue

- Communication télématique

- La formation en tant que priorité reconnue - formation sur la Gestion « in »

- Coalition avec d'autres ONG
  - l'expérience du groupe d'organisation
  - rassembler diverses expertises

Les questions ouvertes

- Tendances à surbureaucratiser – prophéties qui font preuve d'abnégation si l'on oublie des groupes cibles (besoin de simplifier les formulaires – Communauté ECU – valeur ajoutée - Dimension européenne)

- Besoin de lignes directrices écrites claires et homogènes: lignes directrices/ règlements financiers

- Obstacles législatifs: cas autrichien

- Offensive du monde commercial: lois sur les voyages à forfait - cas finlandais

- Pour le projet multinational: mise à jour du matériel de formation pour les Actions de Jeunesse pour l'Europe

MAPP – Multinational Antiracist Performance Project

Présentation de Jim Goerres, Maison des Jeunes, Differdange, Luxembourg

"MAPP" a été réalisé en 1995, dans le cadre du programme « Jeunesse pour l'Europe » par

Jugendzentrum Naunynritze Berlin,
Stichting "Program" Rotterdam,
Youth Service Sheffield,
ainsi que les Maisons des Jeunes de
Bettembourg et Differdange (Luxembourg)

1. Les origines

Au séminaire « Echanges de Jeunes comme moyen de combattre le racisme et la xénophobie », organisé en avril 1994 par le Youth Exchange Centre et Jeunesse pour l'Europe à Bradford (G.B.), des travailleurs de jeunesse des 4 pays impliqués ont décidé d'organiser un échange répondant à trois critères qu'ils jugeaient primordiaux:

a) le travail avec des jeunes défavorisés, afin de leur offrir par un tel projet certains moyens de développement et de valorisation dans les domaines cognitifs, sociaux et émotionnels;
b) le travail sur le racisme et la xénophobie, d'une part au sein d'un groupe multiculturel où les jeunes vivent eux-mêmes les problèmes de la cohabitation et d'autre part en multiplicateur par lequel les jeunes transmettent un message « vivant » concernant les moyens de lutter contre toute exclusion;
c) la mise en évidence des efforts du programme « Jeunesse pour l'Europe ».

2. Le projet

Après des consultations et discussions avec leurs jeunes dans leurs centres respectifs, les initiateurs se sont retrouvés en septembre 1994 à Berlin pour tracer les grandes lignes du projet MAPP:

- le sujet du racisme est abordé par le moyen de la culture; les jeunes seront acteurs, danseurs, chanteurs, mimes ... (10 jeunes par pays);
- durant 5 mois, les groupes nationaux préparent leur contribution (janvier à juin 1995);
- du 23 juillet au 1er août les jeunes séjournent à Luxembourg: les groupes sont mis « en quarantaine » pour élaborer, en partant des 4 scénarios nationaux, un spectacle cohérent; le spectacle est présenté en public le 29 juillet à Luxembourg et le 30 à Echternach;
- du 1er au 13 août les jeunes sont en tournée à Berlin, Rotterdam et Sheffield et dans chaque pays il y a deux représentations.

3. Le spectacle

En se basant sur les apports des 4 groupes, les directeurs artistiques ont avec les jeunes « construit » un spectacle qui s'inspirait certes de quelques parties de « West Side Story » et « Roméo et Juliette », mais qui en mélangeant théâtre, danse, chanson, pantomime et musique dans un enchaînement de scènes différentes, réussissait à dépeindre adroitement des phénomènes comme les préjugés, l'intolérance, la violence,

l'oppression avant d'aborder la résistance, la lutte, l'espoir, la solidarité, l'amour ... les moyens pour vaincre racisme et exclusion (relevons le choix judicieux de cette chanson « Differences » écrite par une jeune Néerlandaise, pour la fin du spectacle: en effet, ne nions pas nos différences, mais acceptons les pour mieux réaliser combien nous sommes égaux ...)

4. Les jeunes

Le hasard des circonstances a fait que les villes participantes présentent en elles-mêmes déjà des « melting-pot »de toutes nationalités et cultures et ainsi ce projet, avec 40 jeunes entre 15 et 21 ans (60% de filles) a réuni le Turc de Berlin, l'Italienne du Luxembourg, l'Indonésien des Pays-Bas et l'Africaine de Sheffield ...

5. Déroulement et apprentissages

Les différentes étapes du projet ont toutes eu leurs exigences spécifiques avec les apprentissages multiples qui en découlent.
Ainsi il y eut:

- la phase de recrutement avec auditions, entretiens, sélections;
- la phase des répétitions sur 4 mois (un engagement régulier);
- l'élaboration commune du spectacle (phase très critique vu les efforts exigés avec près de 10 heures de travail par jour, les frustrations à endurer par les jeunes qui ont vu leurs contributions modifiées, censurées ... et les conflits interculturels inévitables);
- la « première » dans la capitale du Luxembourg,
- les voyages, les dépaysements et les 7 spectacles;

Les acquis se sont évidemment faits à des niveaux multiples: dans le domaine culturel les jeunes ont travaillé leurs compétences (théâtre, danse...); au niveau interculturel ce projet les a fait vivre préjugés, tolérance, solidarité (il y eut aussi la découverte de quatre pays avec leurs aspects différents). Ils ont (dans leur congé) développé une discipline de travail appréciable, et au niveau social il y eut énormément d'interactions, de conflits, de compromis ...

Du point de vue émotions, les frustrations étaient inévitables mais il y eut pour tous des moments précieux de valorisation surtout lorsqu'ils ont pu sur scène emballer les spectateurs avec leur prestation et leur message.
Il y eut aussi cette prise de conscience de leurs moyens de véhiculer des messages et de leur responsabilité dans le débat sur la xénophobie. (aspect politique)
En résumé on peut dire que ce projet a changé les participants (au sens positif); vu leurs origines et leurs histoires personnelles, pour beaucoup de jeunes ce projet a constitué une étape de valorisation formidable; ils ont (re)-découvert leurs capacités, augmenté confiance et assurance nécessaires pour aborder leur vie de tous les jours.

Le projet MAPP s'est surtout orienté autour de deux messages:

- **Les jeunes veulent et peuvent par leur action et détermination lutter contre l'exclusion de toute sorte. (Les frontières existent, les moyens de les abolir aussi ...)**
- **L'Union Européenne avec ses programmes « Jeunesse » permet et soutient la mobilisation des jeunes tout en visant participation et démocratisation.**

6. L'encadrement

Les exigences du projet rendaient nécessaire un encadrement qualifié; en dehors des travailleurs de jeunesse (2 par pays) qui ont garanti l'assistance aux jeunes, une équipe artistique (4 responsables nationaux et 1 directeur) a assuré la préparation et le déroulement des spectacles et une équipe technique a coordonné logement, ravitaillement et déplacements et s'est occupé du matériel (décors, sons et lumières). En plus dans tous les pays une équipe technique et administrative était nécessaire. Lors de l'évaluation finale les travailleurs sociaux et artistiques ont d'ailleurs souligné que pour eux aussi ce projet a été riche en apprentissages.

7. Le budget

Le projet entier (phases préparatoires comprises) a atteint un budget total de 200.000 Ecus; les organisateurs ont pu rassembler 120.000 Ecus (participations des organisations de jeunesse, des villes participantes, sponsoring public et privé) et le programme « Jeunesse pour l'Europe » a subventionné le projet avec 80.000 Ecus.

8. Préparation et évaluation

Les travailleurs de jeunesse et les coordinateurs artistiques se sont réunis 6 fois pour assurer le déroulement de ce projet; (chaque fois pendant deux journées).
Berlin (sept. 94): discussion du projet dans ses grandes lignes (y inclus déjà un projet de budget); application à JPE pour la phase préparatoire;
Rotterdam (janvier 1995): l'accompagnement de la phase préparatoire et l demande à JPE pour la phase principale;
En avril 1995, deux délégués des organisateurs ont présenté le projet à Bruxelles au service Formation, Education et Jeunesse.
Luxembourg (mai 1995): bilan de la phase préparatoire et révision du budget principal;
Rotterdam (juin 1995): organisation du séjour à Luxembourg/discussion du contenu et des scénarios éventuels du spectacle.
Luxembourg (juillet 1995): organisation de la tournée; point sur le spectacle; Berlin (sept. 95): évaluation finale.

Conclusions

Un projet de cette envergure fournit bien entendu de multiples occasions pour se voir confronté aux lacunes, problèmes et déficits des programmes d'échanges, cela tant au niveau administratif que socio-pédagogique. Fidèles à la devise que tout problème a le mérite de susciter des réflexions pour trouver une solution, les organisateurs du projet MAPP se permettent de présenter leurs remarques et suggestions dans un esprit de travail solidaire pour améliorer la qualité des échanges.

Au niveau administratif on regrettait dès le départ qu'il n'y eut pas de formulaires adaptés à un tel projet car il en découlait un travail supplémentaire; au niveau du budget on déplorait le fait que l'argent de Bruxelles arrivait alors que le projet était déjà terminé; heureusement quelques-uns des centres engagés ont pu avancer l'argent nécessaire.

Dans le domaine socio-pédagogique, le projet a démontré l'importance de réunions de concertation entre les travailleurs de jeunesse, voire même de formation commune pour

des accompagnateurs de pays différents; en effet il s'est avéré pendant le projet que, au lieu d'aborder tout de suite le contenu et le déroulement technique du programme, les responsables auraient été bien inspirés de débattre entre autres les points suivants:

- les particularités des organisations participantes,
- les qualifications et statuts des accompagnateurs,
- les législations nationales (règlements)
- les concepts politiques et les philosophies du travail de jeunesse dans chaque pays et surtout le genre d'interaction entre jeunes et leurs animateurs, qui en découle;
- le rôle des échanges en général et le travail antiraciste en particulier.

De cette manière on aurait évité des discussions sur des interprétations différentes du terme « racisme » qui avaient failli hypothéquer le déroulement du projet; nous pensons qu'avant de démarrer un tel projet, les organisateurs doivent se fixer sur un dénominateur commun aussi bien sur le plan politique que pédagogique; d'ailleurs les conflits provoqués par les différences dans les législations « Jeunesse » des pays impliqués (et par les approches différentes des travailleurs de jeunesse) confirment ce besoin.

Nous en déduisons deux demandes concrètes aux responsables du programme JPE:

- une formation plus poussée pour les travailleurs de jeunesse;
- un budget élargi pour la phase de préparation de projets;

Nous voudrions conclure ce rapport par quelques réflexions concernant les relations entre les organisateurs d'échanges et les décideurs qui attribuent les crédits, réflexions d'ailleurs confirmées par l'expérience MAPP.
Très souvent les demandeurs regrettent de ne pouvoir rencontrer personnellement les décideurs; c'est assez frustrant de remettre un dossier sans pouvoir le « défendre » et de recevoir des refus sans explications motivées. Le risque que pour les gens du terrain, les décideurs soient définis comme des bureaucrates, des comptables, des « fonction »-naires, sans compréhension pour le travail social et pédagogique est évident. Est-ce que l'administrateur n'est pas encore trop déformé par son travail plus « économique » pour garder le « feeling » pour les apprentissages sociaux et émotionnels des jeunes dans les échanges? Lui (ou elle) travaillant dans un monde totalement différent, peut-il (elle) comprendre ce que signifie d'aider sur le terrain un jeune défavorisé à (re)-trouver goût à la vie, à se valoriser sans devoir fuir dans l'agression ou la dépendance.
Dans quelle mesure les décideurs essayent-ils de garder ce contact avec la base, c'est la question que je pose aux responsables des Agences nationales et du « quartier général » ? C'est un aspect important pour une relation de confiance entre des services qui finalement devraient poursuivre les mêmes objectifs.
Le projet MAPP a eu la chance de ne pas s'être arrangé dans un échange de courrier anonyme; nous avons trouvé à Bruxelles une interlocutrice qui a prouvé qu'elle connaissait les problèmes du terrain; nous n'avons donc jamais eu l'impression de devoir mener un dialogue de sourds; en plus cette responsable, Mme Brigitte Degen, pour ne pas la nommer, s'est déplacée pour venir soutenir le projet. Je profite de l'occasion pour la remercier de la compréhension, de la confiance et donc de la motivation qu'elle nous a apportées.

Chères (chers) collègues, je ne sais pas s'il est possible dans un tel rapport de rendre toutes ses impressions et de communiquer à autrui à quel point ce projet nous a fait vibrer. (...l'essentiel ne passe très souvent ni par les yeux ni par les oreilles).

En tout cas au nom des participants et de mes collègues je puis dire que nous avons été fiers et heureux de la valorisation supplémentaire qu'a reçue notre projet par le fait d'être invités ici.

pour les organisateurs du projet MAPP
Jim Goerres
animateur à la
Maison des Jeunes à
Differdange (Luxembourg)

Projet pilote sur la politique de la jeunesse et lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté

Présentation de Linda Musch, Youth Forum

Historique

En novembre 1993, le Youth Forum lança un projet pilote visant à dresser une liste et montrer la valeur d'initiatives concrètes luttant contre l'exclusion sociale puisque l'exclusion touche les jeunes défavorisés. Dans un premier temps, 20 projets ont été sélectionnés dans les 12 Etats membres. Dans un second temps, (entre janvier et décembre 1995) six projets supplémentaires ont été sélectionnés provenant des nouveaux Etats membres, d'un pays de l'AELE et de deux pays d'Europe centrale et orientale. Les projets ont été sélectionnés conformément aux caractéristiques suivantes:

- ils visent la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale parmi les jeunes;
- ils soulignent l'implication active des jeunes, plutôt que de les définir comme bénéficiaires passifs;
- ils sont coordonnés par une organisation non-gouvernementale dont les activités visent entièrement ou partiellement les jeunes;
- ils prennent en compte la manière dont les risques et insécurités s'accumulent;
- ils utilisent des méthodes de travail innovantes en travaillant avec des jeunes défavorisés;
- ils sont à la base et enracinés dans leur contexte local.

Les principaux objectifs du projet pilote étaient:
- la création d'un réseau expérimental de projets de base destinés à des jeunes défavorisés;
- l'évaluation qualitative et les conséquences de ces projets;
- la création d'une base de données sur des projets de jeunes luttant contre la pauvreté.

La structure du projet pilote

Un montant de 10.000 Ecus maximum a été réparti parmi les projets sélectionnés dépendant des besoins et objectifs définis dans les demandes. Cette contribution financière, clairement définie comme complément d'autres sources de financement, leur a permis de mettre en oeuvre une ou plusieurs activités spécifiques conformément à leur approche et aux priorités du projet pilote.

De plus, les projets ont été encouragés d'échanger leurs expériences par des visites de personnel, des échanges de groupes et des visites d'étude.

Une base de données a été alimentée avec les activités du projet. Un bulletin d'information et une vidéo bimensuels ont été produits pour informer le public sur le projet pilote et pour partager l'expérience acquise avec d'autres organisations et projets travaillant dans le domaine.

Durant la deuxième phase, un élément de bénévolat a été ajouté aux projets. L'idée était de permettre à un nombre de bénévoles de participer aux activités des projets

sélectionnés durant la première phase du projet pilote. Au total, 11 jeunes ont joint les projets comme volontaires pour une période de quatre mois maximum.

La surveillance et le soutien

Pour chaque projet local un responsable de projet fut identifié qui était en contact permanent avec le chef de projet au secrétariat du Youth Forum. Ensemble, ils ont effectué des évaluations internes continues et une analyse de la situation sur place.

Le projet pilote était soutenu par un Groupe d'organisation composé de délégués des organisations membres du Youth Forum. Un Comité de soutien composé de représentants de la Commission européenne et de réseaux actifs dans le domaine de la pauvreté et de l'exclusion avait un rôle consultatif concernant le développement du projet pilote et agissait comme intermédiaire entre le projet pilote et les structures sociales et politiques.

Les réunions du groupe d'organisation étaient organisées le plus souvent possible de manière à ce que les projets du réseau pouvaient être visités.

Les résultats de base

Cinq domaines ont été identifiés comme étant prioritaires pour des actions sociales et politiques:

- le fait que la majorité de la population défavorisée est à la fois concentrée et isolée géographiquement;
- le problème lié au logement;
- le manque de tradition et de motivation positive dans les domaines de l'éducation/ formation et de l'emploi;
- les différences de comportement entre garçons et filles et le fait que les filles souffrent de l'inégalité des chances;
- la pression exercée par les pairs qui entraîne imitation et reproduction d'un comportement étrange.

La majorité des projets luttant contre l'exclusion et la pauvreté ont été confrontés aux obstacles suivants:

- la nature du financement (financement structurel contre financement actif);
- le temps – travailler avec des jeunes défavorisés demande d'habitude plus de temps que prévu ou à disposition;
- définir une méthodologie adéquate est très difficile;
- le manque d'information (par exemple sur les possibilités de financement;
- définition de la pauvreté comme question de nature financière principalement;
- les doutes sur la réalisation d'une intégration réelle de jeunes défavorisés.

La formation

Les besoins suivants concernant la formation des responsables de projet ont été ressentis:

- les questions pratiques (par ex. préparer des budgets, rédiger des demandes, etc.)
- les compétences relatives à l'information et la communication;
- les compétences en matière de médiation entre les différents groupes et acteurs impliqués dans un projet.

Une importance toute particulière a été accordée à la préparation et à la formation des bénévoles participant aux projets durant la deuxième phase du projet pilote. Pendant cette introduction, qui a duré quatre jours, un nombre de questions ont été abordées, à savoir les objectifs, attentes et craintes des bénévoles, les tâches et rôles des bénévoles, etc.

Formation européenne pour le travail de jeunesse en milieu multiculturel

Un projet pilote à long terme contre l'exclusion

Présentation de Hendrik Otten

L'histoire

En novembre 1993, la Présidence belge avait soumis au Groupe « Jeunesse » du Conseil un document de travail proposant « la mise en oeuvre à titre expérimental de formations d'animateurs de jeunes en vue de permettre aux jeunes et tout particulièrement aux jeunes défavorisés d'accéder aux programmes européens d'échanges et de mobilité et de garantir la qualité de ces échanges ». Le groupe a accueilli positivement cette proposition pour la 3ème phase du programme « Jeunesse pour l'Europe » et a invité la Commission de prendre les mesures nécessaires pour sa mise en pratique.

1993/1994: la Commission était en train de préparer sa proposition pour la 3ème phase du programme « Jeunesse pour l'Europe » - plus de synergie, plus de cohérence, une démarche commune en ce qui concerne le travail de jeunesse au niveau européen, renforcement de la collaboration avec le Conseil de l'Europe dans ce domaine. La préparation du projet pilote d'une formation européenne se développe parallèlement et avance au niveau de contenu et d'administration: la Commission assure le financement de la 1ère phase (Actions prioritaires), la Direction de la Jeunesse du Conseil de l'Europe - Centre Européen de la Jeunesse est prêt à collaborer (mise à la disposition d'une formatrice et d'un formateur) et le Service National de la Jeunesse du Luxembourg accepte la gestion du dossier.
La préparation continue: le contenu, les méthodes, l'équipe, la structure, le groupe cible, etc. = le curriculum

La philosophie

Les enjeux politiques qui déterminent Jeunesse pour l'Europe, déterminent également ce projet pilote de formation européenne: permettre aux responsables et aux formateurs d'acquérir les compétences nécessaires dans les champs d'intervention où les jeunes pourront expérimenter de nouvelles formes de participation, développer leur esprit critique et leur sens de créativité et d'initiative en faveur d'actions concrètes contre toute forme d'exclusion. C'est cette stratégie double qui justifie de parler d'un projet pilote: de développer des concepts et des activités avec une dimension européenne précise en faveur des jeunes en formant leur premiers médiateurs dans des situations quotidiennes du travail de jeunesse au niveau local et régional.

La structure: 5 phases

1. 14 jours en septembre 1995 au Luxembourg: formation initiale - apprentissage interculturel, exclusion sociale, concepts d'Europe, culture, société multiculturelle, identité et citoyenneté, etc. - et préparation des participants à la mise en oeuvre de leurs projets

2. Mi-septembre – décembre: mise en oeuvre et déroulement des projets selon des critères et des éléments déterminés au cours de la 1ère phase

3. 10 jours en décembre 1995 à Larochette: évaluation à moyen terme en ce qui concerne les projets: les concepts pédagogiques (réussites et échecs); identification/précision des besoins de formation; poursuite de la mise en oeuvre des projets

4. Janvier 1996 – mi-mars: poursuite et fin du travail sur les projets

5. 8 jours en mars à Budapest: évaluation des participants et participantes à la fois de leur développement personnel et des aspects professionnels de leur formation – création des synergies au niveau européen

La préparation au sein de l'équipe d'encadrement a commencé en mars 1995, la réunion d'évaluation de l'équipe se déroulait en mai 1996 pendant 5 jours, le rapport final et une documentation seront disponibles fin juin/mi-juillet ...

Profil des participantes et participants

- formateurs, travailleurs de jeunesse, responsables de jeunesse, personnes chargées de formation - dans le cadre du travail de jeunesse extrascolaire au niveau local, régional, national, européen

- être confronté avec des milieux multiculturels/des phénomènes d'exclusion sociale, notamment du racisme, de la violence, de la xénophobie...

- être prêt à/en mesure de mettre un projet en oeuvre en vertu du contexte de cette formation européenne

- être prêt à s'engager à suivre la formation pendant toute sa durée

- être capable de travailler et de communiquer dans au moins une des langues de travail (anglais, français, allemand avec interprétation simultanée aux sessions plénières)

Quelques conclusions d'évaluation à chaud de l'équipe

- la structure est bonne, mais il faut redresser le rôle des projets: il n'est pas possible de réaliser les projets parallèlement - il faut prévoir plus de temps, plus d'information, plus de formation en ce qui concerne les diverses étapes « d'une idée à sa réalisation » (problèmes de conceptualisation), plus d'accompagnement pendant la phase de finalisation d'une demande de subvention. Donc la plupart des participantes et participants ont utilisé les phases 2 et 4 pour préciser des idées, pour approfondir des pistes de réflexion initiées au cours des phases 1 et 3, pour clarifier le potentiel de soutien pour un tel projet au sein de leurs structures, etc. Il y a aussi des raisons administratives qui demandent ce redressement du rôle des projets: même avec toute bonne volonté et plein d'engagement on ne peut pas éliminer toute procédure (et il faut apprendre à les utiliser!) - et suivre une procédure exige un certain temps...

  Conséquence: on propose de garder les projets en tant qu'élément-clé du curriculum et comme moyen de travail permettant le transfert entre les éléments théoriques et la pratique, mais il faut se concentrer sur les aspects de la planification, de la conceptualisation et de la concrétisation relative aux conditions

concrètes du travail de chacun et de chacune - c'est là que les besoins de formations se montrent

- il faut prévoir au moins une durée de 15 à 16 mois pour l'ensemble d'un tel projet (sans le temps de préparation administrative et du contenu pour présenter un tel projet; les phases 2 et 4 (entre les séminaires) étaient trop courtes - 4 mois sera plus juste

- l'hétérogénéité des participantes et participants (à tout niveau) était un élément positif et enrichissant, la vie en groupe (vraiment multiculturel - 14 pays de l'UE et des pays éligibles) a permis d'apprendre des autres et d'accepter les différences par rapport aux expériences, aux compétences, aux attitudes... Avoir 3 langues de travail a facilité la communication et l'interaction (la plupart n'a pas eu des expériences de vivre et de travailler ensemble dans des situations multiculturelles d'apprentissage

- l'engagement de tout le monde était très grand: nous avons commencé avec 23 personnes, 20 personnes étaient présentes au cours de la 3ème phase et nous avons terminé la 5ème phase avec 18 - seulement 2 personnes ont arrêté sans nous en informer, pour les 3 autres, il y avait de bonnes raisons (poste de travail, maladie)

- à l'exception de 2 personnes les autres réalisent leurs projets, dont deux tiers dans le contexte du programme Jeunesse pour l'Europe (échange, formation, initiative jeunes) et tous dans la perspective d'une action positive et concrète contre l'exclusion

- ce qui est important, c'est leur propre évaluation (beaucoup de matériel à exploiter);

  presque à l'unanimité ils ont déclaré à la fin:
  - a better and more comprehensive awareness of a European dimension of youth work and with regard to their own activities; of Europe as such and about the European institutions and their programmes (how to access, how to use)
  - a better and clearer understanding of the roots and mechanisms of social exclusion, a better knowledge on how to develop and to run actions and projects against exclusion
  - clarification of the concept of intercultural learning, a better understanding of its complexity and implications, new ideas how to use intercultural learning even in local projects... for many participants intercultural learning as they could experience it over the 5 phases has been the discovery of a completely new dimension

A la fin des fins: l'évaluation détaillée fera preuve que cela en valait la peine!

Groupes de travail sur la formation des animateurs en vue d'une coopération internationale

Mission pour les groupes de travail vendredi 17 mai 1996, après-midi

- discuter les projets et se reporter aux présentations du matin;
- discuter les conséquences pour les Agences nationales;
- comparer les besoins des clients aux intentions stipulées par les Agences nationales et au sein de l'Action B.I;
- discuter une coopération possible entre les ONG et les Agences nationales.

Les groupes de travail ont été créés selon l'intérêt pour les projets présentés le matin avec l'un des quatre speakers qui participent à chaque groupe de travail.

Groupe de travail E

Rapport de Jenny Eades

Notre groupe a été très encouragé par les présentations qui ont été faites – elles nous ont aidé à élargir nos horizons quant aux activités de formation qui pourraient être entreprises en coopération avec les nouvelles Agences nationales, les OING et les ONG. Nous avons également discuté l'utilisation des ressources, dont nous disposons à l'échelle nationale, aux niveaux régional et local. Nous avons discuté le besoin d'utiliser des personnes locales pour accélérer les initiatives au niveau local d'une part et le besoin d'une assurance de qualité dans les projets d'autre part. De plus, une approche à long terme concernant les activités de formation est nécessaire.

Nous pensons qu'il est nécessaire d'évaluer les ressources dont nous disposons et de comprendre les besoins de formation de nos clients – ces deux choses devraient être liées d'une manière ou d'une autre.

Nous avons suggéré qu'un inventaire des ressources existantes puisse être fait – et que l'on pourrait également mettre en place un endroit central où les rapports seraient accessibles (base de données commune du programme Jeunesse pour l'Europe?)

Nous devrions fournir à la Commission européenne une image plus compréhensible de nos activités, y compris des chiffres.

Nous sommes tombés d'accord que les Agences nationales pourraient lire les rapports des projets que nous finançons plus en détail et les analyser pour déterminer les besoins de formation. Nous devons également scruter la qualité des projets et les aspects pratiques et transmettre, de notre côté, ces informations à la Commission.

Nous pensons qu'une approche éventuelle serait de rassembler des gens autour d'un sujet thématique spécifique au sein du réseau des Agences nationales, par ex. travailler

avec des filles migrantes (Flandre) et ceci pourrait être financé sous B.I comme mesure de soutien.

Nous avons convenu que les Agences nationales devraient employer le matériel fourni par la Commission et l'adapter aux besoins de nos clients – que ce soit pour des responsables de jeunes ou des jeunes, par ex. dans notre langue, des bandes dessinées ou des vidéo (comme suggéré par Linda Musch) – de nouveau à financer par B.I.

Nous pensons qu'un manuel d'utilisateur sur l'Action B serait très utile aux Agences nationales – peut-être que ceci pourrait faire l'objet d'une des tâches pour le groupe « de suivi ».

Nous avons suggéré que les Agences nationales déterminent leurs propres priorités et nous devrions les partager au sein du réseau des Agences nationales.

Nous avons pensé qu'il serait utile de prolonger d'une journée la réunion des Agences nationales qui a lieu à la fin de l'année pour développer des stratégies communes dans ce domaine. Les Agences nationales pourraient apporter leurs plans de travail provisoires pour l'année 1997 et nous pourrions améliorer ce processus ensemble.

Qu'est-ce que les Agences nationales attendent de la Commission concernant l'Action B?

- L'organisation de cours de formation intensifs pour le personnel des Agences nationales sur la gestion/évaluation de projet.
- Des listes de projets et partenaires et possibles personnes de ressource/formateurs dans différents pays et domaines de formation.
- De permettre aux Agences nationales de se réunir, si possible avec des ONG, pour stimuler et échanger les idées et le savoir-faire.

Groupe de travail F

Rapport de Tanja van Houwelingen

Les propositions/idées

- Formation (nationale et internationale) sur la coopération internationale dans le domaine des échanges avec des jeunes défavorisés;

- plus de contact (informel/personnel) entre les Agences nationales et les demandeurs -> réunions auxquelles les projets peuvent être expliqués et discutés (exemple irlandais);

- formation/assistance pour des projets concrets
  - bénéficier de l'expérience des autres;
  - rôle (pro-)actif des Agences nationales en ce qui concerne l'établissement de liens entre les projets -> par ex., des sessions d'évaluation/formation
    * groupes cibles spécifiques
    * inviter d'autres groupes qui travaillent avec les mêmes groupes cibles
    * élaborer ensemble des plans pour l'avenir

- formation des décideurs

Réflexion

Que se passe-t-il lorsque des personnes sont formées et des projets rejetés?

Groupe de travail G

Rapport de Ulf Savbäck

Lorsque nous avons continué à discuter le projet du Youth Forum (présenté par Linda Musch), un nombre de problèmes en relation avec le projet ont été mentionnés:

- Certains rencontrent une forte résistance aux critères et méthodes de travail de Jeunesse pour l'Europe, ainsi qu**'à toute déviation de la manière de travailler**.
- Il y a un manque de communication et information au sein des groupes cibles en ce qui concerne des possibilités du programme.
- Les Agences nationales ne sont pas assez informées sur le genre de projets en cours/ accordés.
- L'information et les formulaires de demande ne sont pas très accessibles aux groupes cibles.

Ceci a des conséquences à la fois pour les Agences nationales, la Commission et les ONG – le rôle des Agences nationales devrait être le suivant:

- Guider les demandeurs dans la formulation des demandes sans prise en charge du projet
- Système de pairs
- Utiliser l'Action B.I pour désigner des personnes de ressource/multiplicateurs et diffuser la connaissance de groupe en groupe. Il est important que de bons exemples soient présentés par des collègues. Il est important de sensibiliser les animateurs puisque ce sont eux qui possèdent la connaissance locale. Les Agences nationales manquent souvent de ressources et connaissances pour atteindre ces groupes. Mais le matériel d'information et le formulaire de demande doivent être adaptés au groupe cible même. Il est primordial pour le programme de simplifier les formulaires de demande pour que les personnes aient le sentiment que c'est leur programme (-> développement des demandes techniques informatisées).

La formation devrait être un processus à long terme et il devrait y avoir des réunions régulières avec des animateurs.

Les Agences nationales devraient avoir connaissance des projets; il est important de faire participer les Agences au développement de B.I

Il y a le risque que de bons projets soient rejetés -> Une responsabilité pour la Commission européenne (statistiques, etc.) et les ONG (meilleures relations/ informations).

Groupe de travail H

Rapport de Lotta Jarvenius Rössner

En ce qui concerne la présentation faite par Henrik Otten, le groupe a discuté le besoin d'avoir des activités de formation à long terme. Afin de pouvoir bénéficier d'activités existantes ayant lieu à travers l'Europe, une suggestion était d'assurer un suivi de très près des participants « qui reviennent » ou disponibles dans votre pays. Ces participants de différentes activités de formation, par exemple, que ce soit des ONG, Agences nationales, visites d'étude de courte durée ou autres organismes, pourraient agir comme personnes de ressource dans les activités de formation nationales et diffuser par la suite des idées sur une coopération internationale. Les Agences pourraient alors mettre

l'accent sur l'effet multiplicateur de ces personnes. De leur côté, ces personnes pourraient bénéficier de l'expérience nécessaire à long terme liée à l'activité de formation en préservant le contact avec les Agences nationales, bien que le cours de formation initial n'ait pas été conçu à cet effet.

Nous avons abordé les problèmes ou difficultés rencontrés par les Agences nationales, à savoir de répartir, trouver/recruter de nouveaux animateurs si la procédure de sélection s'est déroulée de manière trop restrictive. Les Agences nationales devraient se pencher sur la question, à savoir comment assurer le meilleur choix d'animateurs travaillant en priorité avec des groupes cibles, par exemple avec des jeunes défavorisés.

Une des idées était que la Commission, ou un autre organisme, propose des activités de formation à long terme aux animateurs sur une base bi-annuelle. Cependant, quelques personnes ont exprimé l'idée que la formation devrait « s'arrêter » avec la formation et ne pas inclure également le déroulement des projets. L'éducation de pairs parmi les animateurs était également vue comme moyen de travail possible.

L'un des sujets intéressants était situé dans le domaine de la préparation linguistique. Afin de pouvoir assurer différentes composantes de qualité dans les échanges de jeunes, ou autres activités sous l'Action A, une langue de travail commune était un impératif et ceci fut fortement souligné dans les discussions de groupe.

Une idée était de combiner des éléments de l'apprentissage interculturel, l'apprentissage culturel et de caractéristiques linguistiques. Cette idée provenait du groupe qui suggéra que la Commission l'adopte pour développer des modules de travail possibles dans ce domaine.

Groupes de travail sur les approches futures relatives à la mise en oeuvre de l'Action B.I

Tâches pour les groupes de travail pour samedi 18 mai 1996, matin

- Relation entre l'Action B.I et les différentes activités sous l'Action A
- Définir les priorités concernant les thèmes, les activités, les partenaires, etc.
- Activités communes et coopérations
- Possible approche/philosophie commune pour l'Action B.I

Les groupes de travail étaient les mêmes que jeudi 16 mai 1996, dans l'après-midi.

Groupe de travail A

Rapport de Veronique Balthasar

Remarques générales

- Les Agences nationales ont déjà une certaine expérience de B.I. Il est important de faire connaître aux autres ce qu'elles ont réalisé jusqu'ici et d'échanger régulièrement à ce niveau.
- Le vade-mecum donne les lignes directrices de B.I qui est une action aux multiples possibilités. C'est la responsabilité des Agences nationales de réfléchir à ce qu'elles veulent faire dans ce cadre et de dégager des priorités.

Pistes pour les Agences nationales

- identifier les jeunes qui n'ont pas bénéficié de B.I. et les sensibiliser à cette action.
- échange annuel d'un plan de travail à long terme avec état de la situation.
- organisation de formations au niveau national où seraient invités des jeunes et animateurs d'autres pays.
- identifier des formateurs et du matériel de formation au niveau national et européen.
- coopération internationale: bi-, tri- ou multilatérale.
- créer des plates-formes sur des thèmes spécifiques (par ex. le travail avec des jeunes filles immigrées)
- rencontres de formateurs sur le service volontaire au niveau international.
- échanges de modules de formation intéressants et adaptation à nos propres réalités.

Vu les limites de personnel dans les agences, il y a le risque de se « disperser ». Il est donc important de créer un groupe de personnes - ressources dans chaque pays. Suggestion d'organiser une rencontre de ceux-ci dans le cadre de B.II.

Groupe de travail B

Rapport de Anne Demeuter

La relation entre l'Action B.I et l'Action A

Observation: Jusqu'à présent la plupart des activités financées par l'Action B.I ont été liées à des échanges (A.I) -> désormais il est urgent de mettre en place des activités pour promouvoir des initiatives de jeunes, par exemple:

- G.B.: séminaire international sur les initiatives de jeunes
  a) comment définit-on un projet d'initiatives de jeunes ou quels genres de projets peuvent être financés par l'Action A.II.1?
  b) approche pratique: comment préparer un budget (probablement la tâche la plus difficile dans ce genre de projet)
  c) conseils, « astuces » d'un groupe qui est déjà passé par l'Action A.I

- B/F: « journée » d'information sur les initiatives de jeunes

Le problème est un peu plus compliqué avec l'Action A.II.2 parce que pour beaucoup d'entre nous le service volontaire reste une notion assez vague. Les besoins de formation et d'information sont probablement très différents puisque des personnes individuelles sont concernées.

Les priorités

Est-ce que les Agences nationales doivent organiser des activités au niveau national ou en coopération avec d'autres Agences nationales?
Cela pourrait représenter un dilemme mais il semble que les activités nationales seraient la priorité. Mais cela ne veut pas dire que les autres activités ne sont pas intéressantes. Nous avons donc reparlé d'activités comme les visites d'étude entre deux ou plusieurs pays (lorsqu'il y a peu d'échanges entre eux par exemple) et sur les visites d'étude de courte durée.

Les activités communes et la coopération

Il serait très utile en tant qu'Agence nationale d'être informée sur

- ce qui se passe dans les autres pays au sein de l'Action B.I
  – les projets organisés
  – les rapports disponibles
  – les partenaires impliqués (aussi pour les visites d'étude de courte durée)

  Pourquoi?
  – nous devons être plus créatifs
  – cela peut aboutir à des projets communs
  – trouver un partenaire est encore un grand problème

  Comment?
  Nous pourrions nous imaginer une sorte de bulletin d'information et chaque Agence nationale en serait responsable pour une période x (un peu comme la « présidence » de l'UE).

- entamer des consultations inter-agences pour des projets en tant que visites de faisabilité, des réunions préparatoires pour savoir quels projets ont lieu avec des participants « nationaux » et voir s'il est possible d'obtenir un financement bilatéral.

Une autre idée était de se rencontrer (par ex. une fois par an) pour décider une série de « thèmes prioritaires » pour les visites d'étude de courte durée au lieu d'avoir 24 propositions différentes. Ceci serait une question de philosophie ou représenterait tout au moins des lignes directrices pour faciliter le choix.

En ce qui concerne les visites de courte durée, il est intéressant de réitérer que les Agences nationales sont tenues de suivre les procédures générales (spécialement celles concernant le profil des participants - d'habitude trop vague ou pas perçu au bon moment).

Les questions

- Qu'est-ce qui peut être un projet de préparation linguistique?
- Les Agences nationales peuvent-elles suggérer des formateurs/personnes de ressource d'un « pool » international expérimenté? Ces formateurs pourraient-ils développer leurs moyens de coopération sous l'Action B.II (par exemple développer des modules ou contribuer à des activités internationales B.I. qui ont lieu dans différents pays membres)?

Groupe de travail C

Rapport de Ana Videira

Les futures approches pour mettre en oeuvre l'Action B.I

Le groupe de travail a discuté les trois points suivants:
- Les questionnaires d'évaluation
- La communication entre les Agences nationales
- Le développement de projets communs

Les questionnaires d'évaluation

Nous pensons que nous devrions avoir de nouveaux questionnaires pour toutes les activités qui ont lieu dans le cadre de l'Action B.I (visite d'étude de courte durée, FV, I+A, NTA). Pourquoi voulons-nous que les participants remplissent ces questionnaires? Pour que les contacts et expériences vécus par les participants soient multipliés, mais aussi pour diffuser ces informations aux personnes qui n'ont pas participé aux projets et, finalement, pour améliorer la qualité.

Nous aimerions également demander au groupe de suivi d'employer ce nouveau questionnaire pour une évaluation intégrée de tout le processus de l'Action B.I, en posant des questions comme: d'après vous, quel genre de soutien les Agences nationales devraient-elles offrir aux animateurs?

Outre l'évaluation par écrit, nous pourrions également avoir
- des réunions annuelles au niveau national avec les participants des activités de l'Action B.I

- plusieurs réunions avec des participants de visites d'étude de courte durée et des animateurs qui ont participé à certaines activités de l'Action A
- après la participation à des activités de formation, prier les participants d'organiser dans un certain délai (par exemple de deux ou six mois) une « réunion d'information » au niveau régional/local afin d'atteindre un niveau élevé de l'effet multiplicateur.

Communication entre les Agences nationales et développement de projets communs

En ce qui concerne ces deux points, nous aimerions suggérer:
- Des réunions spécifiques régulières pour des personnes collaborant à l'Action B.I. Ces réunions pourraient agir comme des forums ouverts. Les Agences nationales pourraient collaborer par après en petits groupes de travail qui mettraient en oeuvre des projets spécifiques selon leurs priorités et intérêts (par exemple: stage d'échange)
- Avoir une communication inter-agence concernant les visites de faisabilité.
- Le groupe de suivi de ce séminaire devrait garder le « manuel » à jour.

Groupe de travail D

Rapport de Maria Stark

Résumé des recommandations

- Guide d'utilisateur B.I (de la réunion des Agences nationales au mois de novembre)
- Visites d'étude de courte durée: considérer les intérêts et besoins des clients
- Partager les informations sur l'Action B.I
- Formation du personnel/décideurs des Agences nationales
- Forums aux niveaux national et européen pour des formateurs et responsables
- Action A.II.1:
  - comment introduire la Dimension européenne
  - évaluation au niveaux de la base, national et européen
- Action A.II.2: complémentarité et interaction avec l'action pilote du Service volontaire européen
- Préparation linguistique: apprendre des cours de langues interculturels du Conseil de l'Europe
- Vendre le programme aux propres gouvernements

Notes du groupe de travail D

- Lignes directrices: guide d'utilisateur pour le personnel des Agences nationales
  - exemples d'activités qui peuvent être entreprises mais liberté de choix (laboratoire)
  - exemples de bonne pratique
  - comment garder un effet multiplicateur
  - ne pas être perçu comme restriction

  (de la réunion des Agences nationales au mois de novembre /plan de travail pour 1997)
- stratégie commune
  - Visite de courte durée -> quels sont les intérêts et besoins des clients?

  Informations sur les activités sous B – Internet, bulletin d'information, séminaires, rapports, modules, programmes, etc.
  – Liste des personnes de ressource - Conseil de l'Europe, OING, Agences nationales...
  – Formation -> personnes qui sont directement impliquées dans le programme – personnel des Agences nationales, décideurs, etc.
- Former les Agences nationales ensemble (en collaboration) avec les nouvelles Agences nationales, OING + ONG, les structures existantes du travail de jeunesse, etc.
- une assurance qualité
- des personnes de ressource au niveau local pour les activités de formation
- activer les initiatives locales
- une approche à long terme
- quelles sont les ressources dont nous disposons? - les évaluer -> endroit central
- les ressources et les besoins doivent être associés
- fournir tous les détails de l'Action B.I à la Commission
- un forum dans chaque pays où les personnes qui ont bénéficié d'une formation et les formateurs peuvent se réunir
- au niveau informel: un forum pour pouvoir partager ses expériences
  qui? des formateurs (qui étaient impliqués dans le programme Jeunesse pour l'Europe) et les responsables de l'organisation
- quel genre d'évaluation les Agences nationales mettent-elles en place pour leurs activités?
- Action A.II.1 (projets d'initiatives de jeunes): comment la « Dimension européenne » est-elle intégrée dans les projets
  évaluation de A.II.1 à deux niveaux
  – national: avec la base
  – international
- Action A.II.2 (projets de services bénévoles)
  – interaction avec l'action pilote du Service volontaire européen
  – complémentarité des deux actions
- Préparation linguistique: cours de langues interculturel du Conseil de l'Europe
- vendre (mettre en lumière) le programme aux propres gouvernements en vue de Jeunesse pour l'Europe IV = visibilité du programme

Notes des groupes de travail

- une journée supplémentaire à la réunion des Agences nationales en novembre pour développer des stratégies communes – pour que les Agences nationales puissent travailler en accord avec les plans de travail pour l'année successive
- attentes des Agences nationales par rapport à la Commission dans le domaine de la formation:
  – séances de formation intensive pour le personnel des Agences nationales sur la gestion de projets
  – liste de personnes de ressource/formateurs possibles dans différents pays et domaines de formation
  – plus de possibilités pour réunir le personnel des Agences nationales d'une part et le personnel des Agences nationales/ONG d'autre part
- évaluation de la qualité et des aspects pratiques par les Agences nationales à l'intention de la Commission: mettre en lumière les besoins de formation
- groupes de travail thématiques au sein des Agences nationales à financer par B.I comme mesure de soutien

- adaptation du matériel de la Commission aux groupes cibles nationaux au niveau national par les Agences nationales: propre langue, bandes dessinées, vidéo - financée par B.I
- manuel en vigueur pour les Agences nationales: par le groupe de suivi: les Agences nationales doivent mettre l'accent sur leurs propres priorités générales et les partager avec toutes les Agences nationales

Rapport de la réunion du groupe de travail sur l'Action B.I

Suivi du séminaire sur l'Action B.I à Vienne, Autriche
Bruxelles, le 5 décembre 1996

La planification de l'Action B.I pour l'année 1997

- En préparant leurs plans de travail, les Agences nationales devraient décrire leurs stratégies pour la mise en oeuvre de l'Action B.I. Les Agences nationales devraient adopter une approche pro-active qui devrait être en accord avec les priorités pour l'Action A.

- Les visites d'étude de courte durée devraient être planifiées selon les besoins eu égard aux thèmes et régions (par exemple pour stimuler les échanges dans les régions avec peu d'activité d'échange).

- Les visites d'étude de courte durée devraient être organisées de sorte qu'il y ait équité entre le nombre de participants que l'on envoie et ceux que l'on accueille ainsi que pour les pays participants.

- Les plans de travail devraient inclure une estimation concernant l'utilisation des crédits alloués à l'Action B.I pour les différents domaines d'activités – visites d'étude de courte durée, visites de faisabilité, stages d'échange, etc.

Les activités de formation internationales

L'Agence nationale autrichienne présenta une proposition relative aux cours de formation à long terme. En 1996, l'Agence nationale autrichienne avait organisé un tel cours de formation qui comprenait 3 séminaires réalisés par une équipe internationale d'animateurs. Les participants devaient également organiser des projets d'échanges dans le cadre du cours de formation. Il y eut 25 participants de 5 Etats membres de l'UE et 5 des Pays d'Europe centrale et orientale qui développèrent un réseau qualifié et organisèrent tous ensemble six projets d'échanges dans le cadre du cours. Le cours offrit un élément fort d'apprentissage interculturel.

La suggestion autrichienne était d'organiser annuellement de tels cours de formation d'après un système de rotation:
- chaque cours devrait impliquer quelques 25 à 30 animateurs provenant de 8 à 10 pays (6/7 pays de l'UE/AEE et 2/3 PECO);
- chaque cours devrait comprendre 2 ou 3 séminaires de formation ainsi que des projets d'échanges organisés par les participants;
- chaque cours devrait être coordonné par 2 ou 3 Agences nationales d'après un système de rotation;
- les cours devraient être réalisés par des équipes internationales d'animateurs.

Les membres du groupe de travail ont salué cette proposition et ont émis les recommandations suivantes:
- le premier cours devrait avoir lieu en même temps que le premier séminaire en automne 1997 et le deuxième séminaire au printemps 1998;

- le financement devrait être coordonné de sorte que les frais de voyage et de logement des participants soient couverts par des bourses attribuées par les Agences nationales des pays participants. Les frais pour les formateurs/animateurs, le programme et le matériel devraient être couverts par des subventions des Agences nationales des pays hôtes des séminaires.

Il a été convenu que cette proposition serait communiquée à toutes les Agences nationales et que les réponses seraient transmises à la Commission européenne.

D'autres recommandations:
- Il faudrait dresser une liste internationale de formateurs/animateurs qui pourraient et seraient prêts à réaliser les activités de formation pour les animateurs dans le cadre du programme (« pool de formateurs ») Jeunesse pour l'Europe.
- Il faudrait développer un système qui permettrait de partager les expériences des Agences nationales dans le domaine de la formation des animateurs;
- Les formateurs/animateurs de telles activités de formation dans le cadre du programme Jeunesse pour l'Europe devraient se réunir à intervalles réguliers en vue d'évaluations communes (« forum de formateurs »);
- Il faudrait faire une évaluation des besoins de formation des personnes/organisations soumettant des demandes dans le cadre du programme Jeunesse pour l'Europe.

Les recommandations

La planification

- Il devrait y avoir une réunion annuelle des Agences nationales pour qu'elles puissent planifier l'Action B.I
  - un jour et demi en automne chaque année (prochaine réunion en octobre 1997);
  - le groupe de travail sur l'Action B.I devrait préparer ces réunions de planification;
  - l'objectif de ces réunions serait d'informer les Agences nationales des propositions/plans de la Commission Européenne, de partager les expériences et idées entre les Agences nationales, d'identifier les thèmes communs et de faire des propositions quant à la mise en oeuvre de l'Action B.I dans le futur.

- Un plan à long terme devrait être développé pour la période de 1997 à 1999.

L'information

- Un système permettant de partager les informations concernant l'Action B.I entre les Agences nationales devrait être développé (par exemple moyennant un bulletin d'information, une base de données).

Le développement du matériel

- Le besoin de créer un guide d'utilisateur est ressenti. Ce point sera traité lors de la prochaine réunion. Un questionnaire sera diffusé.

- Le matériel de formation existant devrait être rassemblé, si possible par un consultant/expert externe.

La formation et la méthodologie

- La réunion annuelle sur l'Action B.I devrait avoir une composante de formation.

- La formation dans le domaine de l'apprentissage interculturel est nécessaire pour le personnel des Agences nationales.

Les formulaires de demande

- Il a été suggéré de diffuser des formulaires de demande plus simples pour des petits projets comme des visites de faisabilité ou des stages d'échange.

Les rapports

- Les rapports finaux des Agences nationales ne devraient pas se contenter de chiffres, mais devraient comprendre également le contenu des projets, la formation des participants, etc. Ils devraient aussi inclure des exemples de bonne pratique.

La prochaine réunion

Les sujets de la prochaine réunion du groupe de travail sont:
- Le guide d'utilisateur
- Le bulletin d'information
- La base de données
- La formation internationale

La prochaine réunion est prévue soit pour les 3-4 mars, soit pour les 17-18 mars 1997.

Evaluation du/réaction au séminaire en Autriche

Les observations suivantes ont été tirées d'une grande feuille apposée sur le mur sur laquelle les participants ont fait des remarques et observations individuelles.

- c'était bien
  - de vous rencontrer
  - de voir la pratique
  - de planifier (une collaboration future)
  - de voir la diversité (la liberté) des méthodes, outils...
- le contenu: OK, une multitude d'idées
- les méthodes: trop de théorie
- le calendrier: OK
- le programme informel: OK (cave de vins, Heurigen, etc...)
- bon séminaire!!!
  - une multitude de bonnes idées... mais comment allons-nous les réaliser?
  - les séminaires thématiques comme celui-ci ou le super-séminaire D de l'action Limerick sont vraiment nécessaires!
- que se passe-t-il avec les feuilles « qui fait quoi »?
- nous voulons les résultats globaux des questions 1 + 2!
- nous préférerions parler de « compétences de communication » que de « compétences/préparation linguistiques ».
- informatif - intéressant
- beaucoup de potentiel - de bonnes idées, mais après quoi!
- cadre magnifique - personnes sympathiques
- beaucoup de potentiel et de dynamisme
- nous avons besoin d'une bonne voie pour continuer ce travail
- un tel séminaire chaque année?
- une force spéciale multilatérale?
- testez les limites - ça vaut vraiment la peine de venir!
- il est si important...
  - de se rencontrer et de rencontrer spécialement des personnes provenant des pays d'Europe centrale et orientale
  - d'échanger ses expériences
  - d'avoir une vision mondiale du programme
  - de recevoir des réponses aux questions précédentes et de repartir avec des nouvelles
  - de quitter avec de nouvelles idées... pour de nouveaux projets!
- félicitations et merci aux organisateurs pour leur travail!!!
- les réactions de Brigitte étaient positives, la Commission est vraiment intéressée par ce que nous faisons
- volonté de partager les idées
- les attentes étaient de nature pratique; le dernier jour a été assez pratique
- plus de détails: à qui incombe la responsabilité de développer les choses?
  - clarifier
  - réaliser les idées
  - les plans
  - qui, quand, pourquoi, comment
- c'est très bien de rencontrer de nouveaux collègues provenant de nouveaux pays
- les participants espagnols nous ont manqué
- bien organisé
- toutes les présentations ont donné de l'inspiration

- nous n'avons pas bénéficié des questionnaires préparatoires (mauvaise information)
- nous avons besoin de séminaires thématiques
- merci pour cette occasion + le temps + la piscine + l'herbe verte du pays
- nourriture végétarienne très appréciée
- salle plénière trop carrée
- excellente organisation physique. Bonne alternance entre le travail et le loisir.
- la présentation de la situation actuelle des six pays associés était insuffisante
- tout a été positif
- ambiance ouverte et détendue, pas d'obstacles, ni entre les Agences nationales ni avec la Commission
- contenu et groupes de travail:
  - les opinions ont été exprimées de manière immédiate et constructive
  - les groupes avaient des lignes directrices concrètes
  - pas assez d'échanges concernant les exemples d'actions de grande portée (si elles étaient couronnées de succès ou non)
- sessions plénières:
  - bonne reconstitution des groupes, ce qui a permis au groupe de suivi d'élaborer un programme précis
  - Grâce à un programme efficace, les objectifs de la Commission et des organisateurs ont été atteints